Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 164
Mai 2025

# le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. ( En Français ), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

## L'anarchisme pragmatique

On voit fleurir depuis les dernières législatives, une notion d'anarchisme pragmatique qui serait un anarchisme plus moderne et qui voterait à gauche pour empêcher l'extrême-droite d'arriver au pouvoir. Exit l'aparlementarisme anarchiste traditionnel et bienvenue dans le monde des gens responsables qui font leur devoir de citoyen en mettant un bulletin dans une urne ou en appuyant sur un bouton. Nous n'argumenterons pas cette fois sur notre abstentionnisme récurrent mais insisterons plutôt sur l'inconséquence de la gauche française et dont nous ne portons aucune responsabilité dans les guerres d'egos et de pouvoir. Nos ennemis nous reprochent souvent de nous enfermer dans notre tour d'ivoire et que c'est très facile d'avoir raison contre tout le monde. Cependant, nous tenons à dire à nos détracteurs que la loi travail puis les ordonnances Macron sont responsables de l'affaiblissement de la représentation syndicale dans les entreprises. Et qu'Hollande nous a augmenté notre durée de cotisations pour la retraite avec Marisol Touraine.

Que la gauche est bien divisée et n'a pas besoin de nous pour le faire. Que la gauche n'est pas anticapitaliste ni antimilitariste contrairement aux libertaires. Que la gauche entend augmenter les dépenses militaires etc. Que l'antisémitisme border line de Mélenchon ne nous sied guère ; que flirter avec les militants trotskystes de son ex-parti l'OCI ne nous emballe pas davantage d'autant que de nombreux militants « insoumis » racontent une certaine violence des rapports dans la sphère du mouvement populiste. Que coller aux basques de Glucksman ne nous convient pas car trop social-démocrate et dans les pas d'Hollande. Que les écologistes de parti sont des politiciens qui n'aspirent qu'au pouvoir. Qu'on se souvienne des itinéraires politiques de François de Rugy, Brice Lalonde…sans compter les frasques de Denis mains au cul etc. Les écologistes ont toujours été les supplétifs du P.S. Et bosser avec les communistes issus d'un parti stalinien, c'est non ; décidément, les libertaires sont à mille lieues des microcosmes politiciens. Et c'est à ces derniers qu'il faudrait s'agglutiner pour faire barrage à l'extrême-droite. D'ailleurs, Macron, Attal et consorts ont plutôt fait marchepied que barrage au RN.

Alors, les anarchistes sont-ils cantonnés à regarder les trains passer ? Bien sûr que non.

Pour nous, l'anarchisme pragmatique possède un autre sens et une autre pratique. Quand plusieurs maraîchers, agriculteurs et éleveurs BIO se regroupent pour créer une ferme et un restaurant associatif, si tous et toutes ne sont pas anarchistes, la démarche l'est. Quand un ancien fonctionnaire se reconvertit en boulanger Bio et que son four solaire est construit par des étudiants en génie mécanique, la boulangerie ne s'appelle peut-être pas « la conquête du pain » mais l'esprit libertaire est bien présent. Quand un centre culturel lie bibliothèque ouvrière et de jeunesse, un centre documentaire, des artistes peintres, sculpteurs et des comédiens…pour des créations et des expositions, cela s'inscrit dans un certain état d'esprit libertaire. Quand des cours du soir sont donnés bénévolement, que des enfants sont « encadrés » par des animateurs et enseignants libertaires lors d'activités périscolaires etc. cela fait partie d'une conception large et pratique de la pédagogie libertaire.

Quand des festivités comme le centenaire de la grève des sardinières à Douarnenez fait du sens commun en passant au-dessus des barrières partidaires, cela fait partie aussi de l'esprit libertaire combatif et mémoriel. Quand une crèche autogérée est mise en place avec des parents qui donnent de leur temps pour réduire les coûts et rendre service, c'est encore une pratique libertaire qui a cours.

Quand des militants s'investissent dans les ZAD, des collectifs de lutte contre l'extractivisme, l'enfouissement des déchets nucléaires etc. nombreux sont les anarchistes qui sont présents dans ces luttes et leur donnent un esprit autogestionnaire même s'il faut bien ne pas baisser la garde pour éviter les prises de pouvoir de certains protagonistes.

Quand 300 à 400 personnes montent une épicerie solidaire et coopérative où des associés donnent de leur temps pour faire fonctionner la structure sans permanent, cela conforte nos positions libertaires. Quand une autre épicerie solidaire recense les personnes âgées et handicapées

qui ne peuvent se déplacer et sont livrées, cela participe de l'entraide. Dans les associations sportives, des libertaires font vivre le plaisir du sport loin des compétitions ; dans des associations culturelles, un vent libertaire souffle parfois dans des lieux où l'on ne s'y attendait pas.

Il y a mille et une façons de faire vivre l'Idée. De nombreuses expériences de Scop, de reprise en main de l'outil de travail s'amplifient. Pas besoin d'attendre le Grand Soir et encore moins les politiciens dont on sait qu'ils trahiront tôt ou tard. Nous avons vu défiler la gauche plurielle le Premier Mai 2025 à Dunkerque pour ressortir l'idée de la nationalisation d'ArcelorMittal ce qui permettrait de sauver et les emplois et l'acier français. C'est pipeau land à nouveau. Pourquoi cette gauche politicienne a-t-elle laissé fermer les hauts fourneaux de Florange quand elle était au pouvoir avec Hollande. Car ces politiciens ont beau jeu de dire « la finance est notre ennemie » pour capter les votes des gogos, il n'en demeure pas moins que les dirigeants de la gauche sont, eux aussi, des défenseurs du système capitaliste.

Les plans sociaux se succèdent et LVMH, cette multinationale qui affiche un bénéfice supérieur à 12 milliards a en même temps versé trois milliards de dividendes à son principal actionnaire, Bernard Arnault et licencié dans sa filiale Moët Hennessy 1200 postes, notamment par le non-remplacement des salariés qui partent à la retraite.

Alors, les libertaires ne veulent ni la honte ni le déshonneur de cautionner un tel système. Si être anarchiste pragmatique, c'est voter pour ce système inique, qu'on ne compte pas sur nous pour faire partie des anarchistes gauchistes qui n'aspirent qu'à coller au cul des politiciens en mal de reconnaissance.

Ty Wi (GLJD)

# L'anarchisme: une question de survie écologique

Nous avons, à maintes reprises, expliqué que les idées des écologistes de parti avaient été détournées par les gouvernements et les industriels, ces derniers tentant de retarder le désastre à venir, espérant peut-être trouver des techno-solutions au réchauffement climatique mais surtout continuer à engranger de super profits. La nature est en crise mais à part les écologistes radicaux, aucune proposition conséquente ne voit le jour. En clair, comme le disait Murray Bookchin, on ne pourra pas faire disparaître la domination de l'humain sur la nature sans éliminer celle de l'humain sur l'humain. C'est cette deuxième partie de l'équation que les écologistes de parti ne veulent pas régler sous couvert de responsabilité et de pragmatisme.

Le système ne s'y trompe pas, la répression contre les écologistes d'action directe a permis d'endiguer les meilleures volontés. A force d'amendes lourdes, de peines de prison jusqu'à cinq années, les militants par exemple d'Extinction Rébellion viennent de jeter l'éponge. Certes, certaines méthodes ont rendu impopulaires leur mouvement : blocages d'autoroute etc. Ce que l'on sait par expérience quand on est militant, c'est que sans l'appui de l'opinion publique, on s'aliène beaucoup trop de gens.

Les partis écologistes ont bien compris que l'écologie doit être sociale si elle veut s'attaquer aux causes profondes des bouleversements actuels. Le problème, c'est que sans remise en cause du capitalisme axé sur le productivisme et l'échange pour le profit, le gigantisme urbain, numérique et technologique, l'écologie de parti ne sert pas à grand-chose. L'éducation écologique doit passer par l'établissement d'une nouvelle sensibilité, une nouvelle façon de vivre et une organisation pour résister à la corruption sociale, politique, morale et psychologique exercée par le marché et une petite minorité de profiteurs.

Ainsi à chaque jour son nouveau feuilleton politico-judiciaire. Pour les anarchistes, le pouvoir est maudit et corrupteur par essence. Cette corruption est indissociable de toute idée d'État, qu'il soit dit démocratique, illibéral ou dictatorial.

Les récentes condamnations au RN sont multiples: 8 élus, 16 anciens assistants parlementaires et le parti lui-même, condamné entre autre à rembourser les 4,4 millions d'euros détournés au Parlement européen par un système généralisé d'emplois fictifs. L'histoire Fillon se répète à plus grande échelle. Mais au plus haut niveau de l'Etat, les condamnations ont aussi touché, Balladur, Léotard, Sarkozy etc. sans compter Brice Hortefeux, Claude Guéant et Eric Woerth. La justice est bien lente à juger car l'affaire Kadhafi, ce dernier aurait abondamment financé la campagne de 2007, à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros dure depuis près de 20 ans. Le temps de faire appel, se pourvoir en cassation, se référer à la Cour Européenne etc. Il suffit d'avoir des relations, de l'argent pour se payer de bons avocats. La justice assume ici pleinement son rôle de contrôle social. A force de voir trop de cas criants d'injustice, il suffit de faire sauter quelques fusibles…le plus tard possible, histoire de dire que la justice est la même pour tout le monde.

Il faudra attendre le 25 septembre pour connaître le verdict pour Sarkozy mais d'ores et déjà, c'est le tableau très sombre d'une partie de notre République qui est dévoilé…dit le procureur.

Que de casseroles pour les politiciens de tous bords.

Le parquet a fait appel du jugement sur les emplois fictifs du Modem donc il est possible que l'actuel Premier ministre soit lui aussi condamné. Les politiciens ont intérêt à se serrer les coudes.

La liste des élus condamnés est bien longue: Chirac, Juppé, Fillon et tant d'autres à droite (les Balkany, Georges Tron…) mais la gauche n'est pas en reste : les Dumas, Cahuzac…, et plus récemment la députée Sophia Chikirou qui est mise en examen pour abus de biens sociaux et recel d'abus de confiance dans le cadre de la campagne présidentielle de 2017. Et peut-être même Jean-Luc Mélenchon, « La République, c'est moi ! ». Et toutes ces affaires qui ont entaché plusieurs personnalités: l'affaire des Irlandais de Vincennes ; l'affaire des écoutes de l'Élysée ; l'affaire du sang contaminé ; l'affaire du Rainbow Warrior…Mains sales et têtes baissées.

Dans les rangs macronistes, on n'est pas en reste : Affaire Kohler, Affaire Ferrand… Chez les politiciens, la fraude est quasiment industrielle. Mais ce sont les mêmes qui jurent la main sur le cœur qu'il faut une vie politique exemplaire. Certains le font même droit dans les yeux. Et que dire des affaires concernant Marlène Schiappa, Olivier Dussopt et Amélie Oudéa-Castéra. Et on n'est pas au bout de nos peines voire de nos surprises. Et on ne connaît pas tous les dessous de tous les conflits d'intérêts entre l'État et les lobbies. Parce des sommes conséquentes sont en jeu et enjeux de pouvoir.

Quand une démocratie croule sous la corruption de nombreux politiciens, c'est que ce système fabrique lui-même cette corruption endémique. Le système électoral actuel paie de nombreux professionnels de la politique qui comptent bien ne jamais aller à l'usine ou au boulot tout court. La Res Publica est devenue une carrière où les batailles d'egos et de places font rage. Les millions qui financent avec nos impôts les professionnels de la politique encouragent de fait la corruption. Les libertaires, par opposition, d'une part, refusent la délégation de pouvoir et d'autre part refusent d'un point de vue militant de parvenir. Nous sommes du rang et nous y restons. Cela évite les prises de pouvoir et que les intérêts personnels ne prennent le pas sur les mandats qui devraient être impératifs.

L'Etat est l'outil parfait de la bourgeoisie pour exercer et maintenir son pouvoir. Il cherche à se perpétuer et à se renforcer continuellement même s'il doit occasionnellement donner le change et condamner quelques têtes. Cependant loin d'être une dégénérescence étatique, la corruption n'est que le produit de sa relation au patronat et à la bourgeoisie.

L'expérience du marxisme-léninisme et de son Etat centralisé, pseudo-dictature du prolétariat mais véritable caste bureaucratique nous a montré la voie qu'il ne fallait pas suivre. La corruption en Russie est érigée en système même après 70 ans de « socialisme réel ».

Les anarchistes ont toujours considéré l'Etat comme l'ennemi des travailleurs. Si certains ont considéré l'Etat comme une cage qu'il suffirait d'élargir pour y avoir davantage d'espace, nous considérons que même avec une cage plus grande, nous serons toujours prisonniers.

Les libertaires ont une approche municipaliste ou communale et fédéraliste de l'économie. La terre, les entreprises et les services publics doivent être placés sous la direction de la communauté c'est-à-dire des citoyens dans des assemblées libres qui s'étendent graduellement sous des formes confédérales… Mais jamais les anarchistes ne feront confiance aux zélus parlementaires de tous partis.

Goulago (GLJD)

# Critiquer les religions est un devoir vital pour nos libertés

Les trois monothéismes : Judaïsme, christianisme et Islam adorent un seul dieu. Ces religions sont basées sur un livre…Bien que très différentes, elles s'accordent aujourd'hui, au gré de l'actualité, pour essayer d'entretenir dans les esprits que si des personnes croyantes sont victimes de meurtres, on le doit à toutes les personnes qui critiquent la religion. Piège grossier dans lequel les anarchistes ne comptent pas tomber. Cela arrange aussi le gouvernement qui avait pourtant promis de mettre des moyens pour la psychiatrie et on ne voit toujours rien venir. Donc, oui, la maladie mentale tue et on évacue tout simplement cette dimension. D'autres paramètres sont à prendre en compte dans les assassinats contre des croyants quels qu'ils soient. Les heurts confessionnels ne sont pas à exclure ; l'exemple de la Syrie d'aujourd'hui nous le rappelle. L'invitation de la guerre à Gaza transfère en Europe et surtout en France ce conflit d'où des actes antisémites de plus en plus nombreux et liés la plupart du temps à la guerre israélo-palestinienne. C'est surtout le racisme systémique qui tue. De la même manière, on a beau parler d'islamophobie, c'est pourtant bien le racisme anti-arabe qui tue. Que le terme d'islamophobie soit apparu vers 1910 sous la plume d'un docteur en droit, Alain Quellien, qu'il ait été réactualisé pour les besoins de la cause par les mollahs iraniens il y a une trentaine d'années, peu importe, c'est ce que permet ce terme aujourd'hui pour nous empêcher de critiquer l'Islam qui doit être analysé. Depuis quand ne pourrions-nous plus critiquer une religion en France ? Les libertaires n'aiment aucune religion car ils les considèrent comme dange-

reuses pour nos libertés individuelles. Nous avons eu du mal à nous débarrasser de nos curés, c'est pas pour faire la courte échelle aux imams ou aux rabbins.

Nous savons ce que l'antisémitisme doit à la religion catholique puis à l'extrême-droite jusqu'à récemment. Nous disons récemment car un rapprochement s'est effectué entre l'extrême-droite et des personnalités juives comme Serge Klarsfeld. Le RN n'étant plus un ennemi mais un adversaire…En attendant, le gouvernement israélien continue sa politique génocidaire à Gaza. Le peuple élu assassine et leur dieu ne vaut guère mieux que celui des chrétiens et des musulmans. Si les anarchistes luttent depuis un siècle et demi contre l'antisémitisme, cela ne nous dispense pas de porter un jugement sévère sur le gouvernement judéo-fasciste de Nétanyahu qui tente par tous les moyens de se maintenir au pouvoir en faisant perdurer la guerre. Il massacre avec l'aval de Trump des dizaines de milliers de civils, notamment des femmes et des enfants, à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie… Nous espérons que l'assassin Nétanyahu sera jugé pour tous les crimes qu'il a commis avec sa clique d'extrême-droite israélienne.

Nous avons eu dans les rangs anarchistes de nombreux juifs tels Alexander Berkman, Emma Goldman, Gustave Landauer, Voline etc. Mais les juifs athées ne sont pas de bons juifs pour les croyants ou les bienpensants qui ont pignon sur rue dans le journal Le Monde. Critiquer les massacres à Gaza ne relève pas de l'antisémitisme mais de l'éthique libertaire. Pour information, nous avions dénoncé de même les assassinats des islamo-fascistes du Hamas le 7 octobre.

Le Judaïsme est un monothéisme qui sent le soufre comme ses deux autres concurrents dont il ne faut pas oublier qu'ils sont tous trois prosélytes, contre les femmes, les droits LGBT+ etc.

Il ne faudrait pas critiquer de même le christianisme. Donc exit les Bétharram, exit les milliers d'enfants abusés par des prêtres. Cachez ces victimes que je ne saurais voir. La violence systémique, les viols récurrents à grande échelle depuis des décennies ne devraient pas être dénoncés ?

Qu'on ne compte pas sur nous pour tirer un trait sur les saloperies de l'église. Et que les prédateurs paient.

Quant à la religion musulmane, nous allons prendre un exemple, celui du Bangladesh, dont on parle peu mais qui résume à lui seul les dangers d'une religion qui se radicalise.

Le Bangladesh est né en 1971 et est peuplé presque entièrement de musulmans (90 % de la population du pays). La constitution de 1972, promulguée après la guerre d'indépendance, avait adopté quatre principes fondamentaux : nationalisme, socialisme, démocratie et « sécularisme ».

On parlait socialisme, un peu comme on parlait socialisme en Algérie. Toutefois, l'islam s'est progressivement imposé dans le discours et la pratique politiques. En 1977, la référence au sécularisme a disparu de la constitution au profit d'une mention sans équivoque : « La confiance et la foi absolues dans le Tout-Puissant Allah seront la base de toutes les actions. » Depuis, l'islam a été déclaré religion d'État par un amendement à la Constitution.

Dimanche 27 avril 2025, de jeunes militants islamistes bangladais ont attaqué une bibliothèque de la banlieue de la capitale Dacca pour en retirer plusieurs centaines de livres suspects à leurs yeux de promouvoir l'athéisme. Les mouvements islamistes ont refait surface dans le pays depuis la chute de l'ex-Première ministre en août 2024. Manifestations interdites, harcèlement de femmes sur les campus étudiants, pressions pour annuler des matchs de football féminin, ils multiplient les actions contre tout ce qu'ils jugent contraire à leur interprétation rigoriste de la foi.

On voit la pente sur laquelle surfent les islamistes. On est majoritaire, on installe une théocratie d'Etat puis petit à petit, ils brûlent les livres, s'en prennent aux athées, aux femmes etc.

Voilà le schéma qu'on retrouve bien souvent. La religion pratique la politique de la pelote de laine. On tire sur le fil et si on peut, on détricote tout.

Les anarchistes ne sont pas dupes des religieux quels qu'ils soient. Ces derniers visent à masquer toutes leurs forfaitures en évitant le feu des critiques. Toute religion est liberticide. Poussée à l'extrême, elle aboutit à une politique liberticide voire génocidaire.

L'autre procédé grossier est celui qui consiste à assigner tout juif, tout arabe à sa religion. Heureusement qu'il existe de nombreux juifs et arabes athées et laïques, et qui entendent vivre paisiblement en France.

C'est aux racines du racisme qu'il faut s'attaquer. Critiquer toutes les religions reste salutaire et indispensable.

Ni dieu ni maître ni tribun ni prophète

Ty Wi (GLJD)

# Pas de véritable écologie sans critique de l'Etat

Les anarchistes le disent, comme d'autres d'ailleurs, l'écologie n'est pas un sujet mais le sujet ; encore faut-il que l'écologie critique l'Etat et ses institutions politiques de reproduction et de domination. Tout le monde s'accorde à dire que les plus riches qui consomment énormément sont responsables en grande partie du réchauffement climatique. L'économiste Lucas Chancel a publié ses recherches et montré que les 10% les plus fortunés ont émis 48% des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2019 alors que les 50% les plus pauvres n'étaient responsables que de 12% de ces émissions. On entre ainsi dans un cercle vicieux où les plus pauvres qui ont le moins de responsabilité dans le changement climatique sont les plus impactés par ce dernier. Certaines régions comme l'Amazonie, le Sud-Est asiatique…possèdent peu de ressources pour s'adapter au réchauffement. Elles sont frappées de plein fouet  par les inondations, les incendies etc, alors qu'elles ne sont que peu responsables du réchauffement. Il n'y a pas de justice climatique. Le réchauffement n'a pas de frontière. Les émissions de G.E.S. sont liées aux investissements d'entreprises comme Total Energies et à leurs actionnaires…Nous le constatons, ce sont les riches qui polluent le plus : alors ils devraient être taxés en conséquence et surtout ils devraient actionner les leviers dont ils disposent pour ne pas envoyer la planète dans le mur. Si nous n'obligeons pas les riches à le faire, ceux-ci retarderont au maximum leurs actions en ce sens. D'où l'intérêt pour les libertaires de dénoncer l'Etat et d'agir en conséquence : « Le capitalisme ne peut être aboli uniquement par des moyens économiques ou par des révoltes spontanées : il faut démanteler ses formes politiques concrètes, notamment l'État, qui en est l'architecte et le gardien. » (Murray Bookchin)

Les dernières études de fin 2023 indiquent que la taxation des émissions liées aux actifs financiers est plus équitable qu'une taxe carbone touchant toute la population notamment la France d'en bas. On se souvient de l'action des Gilets jaunes quand les prix à la pompe ont flambé. Les politiciens auront beau décréter que les gens doivent rouler en voiture électrique, isoler leur logement, installer des pompes à chaleur, ce sont des vœux pieux pour Bobos et rupins. Le travailleur qui gagne moins de 2000 euros ou le retraité moyen à 1500 euros ne peuvent se payer ces voitures, ces pompes à chaleur etc. Et les politiques publiques ne suivent pas, donc la transition non plus. Mais cela n'est pas étonnant car : « L'État ne peut jamais être l'instrument d'un changement émancipateur. Sa structure hiérarchique, bureaucratique et centralisée est fondamentalement antagoniste à toute forme de démocratie véritablement populaire. » (Bookchin)

De la même manière, on s'aperçoit que le premier plan Ecophyto de 2008 qui prétendait diviser par deux l'utilisation des pesticides en dix ans n'a pas tenu ses promesses. Pire, actuellement, en changeant un indicateur et le mode de calcul, le gouvernement se pare d'une diminution des pesticides. On se demande bien alors pourquoi la biodiversité baisse à la vitesse grand V. Par ailleurs la pollution des nappes phréatiques rend le captage d'eau potable difficile et de plus en plus de ces captages sont interdits à cause de la pollution due aux pesticides. De la même manière, on sait depuis des décennies que les algues vertes en Bretagne sont dues au nitrate et à l'agriculture intensive. Et il est très compliqué de faire bouger les choses quand des histoires de gros sous sont en jeu. Alors les politiciens gagnent du temps et proposent des adaptations au système productiviste mais ne rompent pas avec. On nous gratifie de planification écologique, fiscalité verte…d'accompagnement des agriculteurs pour réduire leur dépendance aux pesticides…Parallèlement, l'Etat repeint tout en vert et « cherche » à démontrer l'impact potentiel sur la santé publique de l'exposition aux pesticides. Ce que l'on sait tous. L'Etat prolonge ainsi la logique de croissance sous des habits durables. On se retrouve honteusement avec un problème similaire à celui de l'amiante. Il faudra de longs combats dans la rue, dans les campagnes, dans les tribunaux pour faire plier l'Etat et ses larbins.

Goulago (GLJD)

# Les anarchistes sont réfractaires à toute domination

La fanfare militaire sonne la charge et nous nous trouvons pris en étau : des retraites et des salaires dignes ou des drones et des canons. Les atteintes aux droits des travailleurs et des chômeurs sont le signe d'une non-stratégie des syndicats et des associations de lutte. Sans combat d'ampleur, nous sommes acculés et certains politiciens en profitent pour s'indigner à bon compte sans pour autant proposer de solutions et surtout un rapport de force pour contrer l'avidité d'un patronat cynique et sans éthique.

Certes, çà et là, des luttes écologiques et sociales sporadiques ou non émergent. D'autres luttes contre l'homophobie, le sexisme, le fascisme, le nucléaire, le militarisme etc. se multiplient mais la convergence de ces luttes piétinent et continuent à être finalement isolées. Les bureaucraties ne sont pas seules à blâmer, le militantisme de délégation de pouvoir nous relègue au rang de spectateurs.

Le voeux pieux du syndiqué acteur de son syndicat, les vieilles rengaines aux slogans éculés, le chacun pour soi, signes des temps, permettent à l'extrême-droite de s'engouffrer dans cette délégation de pouvoir pour mieux

étouffer toute velléité de remise en cause du système capitaliste. On a beau revendiquer la réappropriation de l'espace urbain, les luttes de quartier et quelques alternatives concrètes, on sent que la classe ouvrière est fatiguée. Les pratiques politiques d'action directe s'amenuisent, l'éducation populaire reflue et la contre-culture n'est plus que la pâle copie de ce qu'elle était après 1968. Pourtant l'antifascisme n'est pas une lutte du passé ; elle doit évoluer tout comme l'extrême-droite a évolué pour se fondre dans le paysage et se dédiaboliser. L'extrême-droite utilise le vote pour arriver au pouvoir mais nous pensons qu'utiliser l'arme électorale n'est pas la plus efficace contre elle, au contraire. Au jeu électoral, l'extrême-droite est bien plus forte aujourd'hui que les partis de gauche et de droite qui finalement recyclent les idées d'extrême-droite. Valls, Rétailleau, Zemmour ont joué la partition du RN et l'on sait que les électeurs de base préfèrent toujours l'original à la copie.

Rejeter les logiques de guerre, prôner l'internationalisme, retrouver la lutte des classes sur nos lieux de travail, défendre la biodiversité et la planète…sont des enjeux qui bien menés peuvent affaiblir le fascisme qu'il soit radical ou non.

La jeunesse dorée sabre le champagne dans les salons tandis que les jeunes travailleurs et étudiants se serrent la ceinture. Penser un instant quand on est du mauvais côté financier de la barrière que la situation économique va s'améliorer est une erreur d'analyse. La bourgeoisie choisira toujours sa classe contre le camp des travailleurs.

Les anarchistes ne sont pas des pacifistes bêlants mais nous sommes des réfractaires aux ordres, aux dominations de toutes sortes. Notre solidarité va à notre classe et nous pensons que les plus démunis ont le plus intérêt à vouloir changer l'ordre des choses. Même si cela ne se traduit pas malheureusement dans les faits, c'est un objectif auquel nous devons souscrire. Nous sommes d'indécrottables antimilitaristes qui dénonçons et condamnons la multitude des guerres et des conflits armés qui ensanglantent la Terre, sous toutes les latitudes. Les escarmouches entre l'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires, valident nos propos mais ne nous rassurent pas pour autant. Depuis 1948 et en 1965, 1971, puis 1999, quatre guerres ont éclaté entre ces deux pays nationalistes. Une cinquième guerre n'est pas à exclure d'autant que les Etats-Unis ont quitté l'Afghanistan et n'ont donc plus besoin du gouvernement pakistanais.

Israël continue ses exactions à Gaza et entend occuper militairement l'enclave palestinienne. Combien de milliers de morts palestiniens faudra-t-il encore pour que la communauté internationale ne prenne des dispositions contre l'Etat hébreu assassin ?

Au Soudan, ce sont 150 000 morts depuis deux ans de guerre civile et plus de 13 millions de Soudanais qui ont été déplacés. Plus de 20 millions d'entre eux sont au bord de la famine.

En Ukraine, Poutine avance ses pions et continue à massacrer des civils. En attendant peut-être d'envahir un autre pays de l'ancien bloc de l'Est ou les Pays scandinaves.

Ainsi va le monde d'aujourd'hui.

Lutter pour une France démilitarisée, contre la production et le commerce de l'industrie de la mort est un but libertaire. Gageons que les politiciens de droite comme de gauche ne nous rejoignent pas car ils restent dans la logique d'un système qui existe depuis des siècles. Les libertaires le disent depuis des décennies, le surarmement n'empêche pas la guerre, il l'anticipe et en accroît les risques car toute production est utilisée sinon cela crèverait les yeux des peuples qu'une production d'armement non utilisée serait donc inutile à fabriquer et spolierait ainsi les oeuvres d'utilité sociale.

Dans le jeu électoral, les sondages nous prédisent un duel RN contre Edouard Philippe pour 2027, ce que nous avions prédit de longue date. Les anarchistes « pragmatiques » vont avoir bien du mal à choisir entre l'extrême-droite et un Philippe qui demandait de passer à la retraite à 67 ans quand il était premier ministre. A ce jeu-là, les travailleurs sont tous et toutes perdantes. Et nous le rappelons, ce ne sont pas les anarchistes qui sont responsables du délabrement de la gauche ni de ses divisions. Qu'on ne compte pas sur nous pour voter Edouard Philippe qui ne sera, s'il est élu, qu'un autre marchepied pour le RN qui croîtra inexorablement sur les dégâts de la casse des services publics, sur les inégalités sociales croissantes, sur un pouvoir d'achat en berne et dont l'étranger sera encore et toujours le bouc-émissaire.…

Ty Wi (GLJD)

# Chiche Macron: un référendum sur les dépenses d'armement

Oui, une question simple : êtes-vous pour donner l'argent du contribuable aux secteurs de la santé et de l'éducation ou à l'armée ? C'est une question qui n'engage aucune délégation de pouvoir et même les anarchistes à ce titre pourraient participer à ce référendum. Car, oui, nous sommes inquiets, les fascistes défilent à Paris et en même temps, le gouverneur militaire de Paris veut mettre du kaki dans l'espace public pour conditionner la population à une ambiance de guerre : «La visibilité des armées est primordiale».

Le lundi 05 mai 2025, le Haut-Commissariat au Plan et France Stratégie ont rendu une note envisageant plusieurs scénarios pour répondre à la commande présidentielle concernant le SNU. Ces scénarios vont d'un SNU renforcé à un service militaire obligatoire, avec des propositions intermédiaires. Dans tous les cas, les dispositifs envisagés mobiliseraient un important budget, allant de 600 millions à 3,5 milliards d'euros. Il s'agit d'organiser une montée en puissance de l'actuel SNU et d'élargir le public touché. Pour rendre le dispositif séduisant, il est même préconisé de valoriser ce service national, quelle que soit la forme qu'il pourrait prendre, dans les parcours scolaires et universitaires, de le prendre en compte pour le calcul de la retraite et dans les progressions de carrière des fonctionnaires. Tout un programme ! La Loi de Programmation Militaire quant à elle prévoit une enveloppe de 413 milliards d'euros d'ici à 2030 alors que le gouvernement cherche par tous les moyens à faire des économies. L'OTAN demande des efforts à tout le monde et on s'achemine vers 3,5% du PIB. Donald Trump, toujours dans l'excès, met la pression pour que les pays européens atteignent 5% du PIB. Quelle gabegie !

Un référendum, car sérieusement, nous voulons rêver d'un avenir où nos enfants et nos proches pourront vivre en paix, s'épanouir en tant qu'individus. Vivre sur une planète habitable, avoir un droit au logement, à une nourriture saine, à une éducation et à des soins de santé de qualité. Les travailleurs ont besoin d'un salaire décent avec de bonnes conditions de travail et si possible autogérées ; nos anciens ne veulent pas de retraites rognées voire compromises avec une capitalisation qui pointe son nez. Depuis 1945, en dehors des guerres coloniales, nous n'avons pas connu les horreurs de la guerre. Cette chose la plus abominable qui soit.

Les gouvernements européens entendent approuver sans débat public, sans transparence ni détail, et dans l'urgence des dépenses de centaines de milliards au profit des marchands de mort. Alors, oui, les travailleurs doivent donner leur avis. C'est un choix simple qu'il faut proposer aux travailleurs car on en a marre de donner des contributions volontaires en plus de nos impôts pour aider la recherche contre le cancer par exemple. Inversons la tendance et demandons aux militaires de faire la manche. Est-ce stupide de souhaiter cela ? Certainement pas car nous voulons défendre la paix et la justice sociale. Est-il peut-être plus intelligent de penser que les tambours de la guerre, sortir les ergots avant les sergots, utiliser le langage guerrier et peut-être l'engagement dans les armes apporteront un avenir meilleur ? Non, nous sommes persuadés du contraire. Si tu veux la Paix, prépare la paix.

Chaque contexte militariste s'est toujours accompagné de reculs en matière de droits, de libertés et de politiques sociales, générant peur et restriction des libertés, un scénario idéal pour normaliser les mécanismes de répression et d'autoritarisme, comme on commence déjà à le constater. Urgence Palestine, la Jeune Garde, ne sont-elles pas dans le viseur de Retailleau ? Et d'autres organisation suivront si la dissolution est prononcée, à commencer par les organisations anarchistes si elles dérangent le pouvoir. Et puis de quelle armée parle-t-on ? De celle qui commet des sévices, du harcèlement à l'encontre de parachutistes dont certains ont porté plainte récemment contre leur hiérarchie et contre l'armée. L'armée n'a jamais été un lieu de liberté, ça a toujours été un lieu d'embrigadement et de soumission.

Les libertaires de notre pays ont amplement démontré par le passé leur engagement en faveur de la paix et des politiques anti-guerres et antimilitaristes.

L'augmentation des dépenses militaires européennes – jusqu'à 800 milliards d'euros sur quatre ans – annoncée par la présidente de la Commission, Ursula Von der Leyen, sera mise en œuvre grâce à un mécanisme exceptionnel qui évitera tout débat. C'est du passage en force contre les consciences humaines.

Nous ne pouvons pas et ne voulons pas accepter que l'argent de nos services publics soient réduits au profit des entreprises d'armement.

Nos vies valent plus que leurs profits.

Nous défendons une culture de la paix.

Nous refusons d'accepter la guerre, parce que c'est une connerie et nous ne voulons pas de la paix des cimetières.

L'Europe des banquiers et des marchands d'armes, en alliance claire avec le complexe militaro-industriel des États-Unis et avec la collaboration indispensable de la classe politique de notre continent, a définitivement fait un pas en avant dans sa volonté de faire de l'Union européenne un espace militarisé et appauvri, subordonné aux

affaires de quelques entreprises.

Nous ne sommes pas disposés à permettre à ceux qui nous gouvernent de continuer à démanteler les services de santé, l'éducation, les prestations sociales, la culture, les infrastructures, etc., sous prétexte de devoir affronter militairement de puissants ennemis. Notre véritable ennemi est la pauvreté, le manque de solidarité, la négligence des personnes vulnérables, la détérioration des systèmes de santé, l'effondrement environnemental…

Nous ne sommes pas disposés à accepter les raisons de ces agents à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières qui tentent de nous vendre la peur pour que nous achetions leurs armes et leurs guerres. Nos enfants ne sont pas nés pour être de la chair à canon dans un carnage militaire. Nous ne sommes pas enclins à permettre le démantèlement des services essentiels à notre société pour gonfler leurs comptes de profits.

La situation actuelle ne nécessite en aucun cas une augmentation du budget militaire. Ce dont nous avons réellement besoin, c'est d'un processus de désarmement qui nous permette de répondre aux véritables besoins de la société. Au lieu de compter sur la course aux armements et sur des solutions guerrières, nous devons nous engager en faveur de la paix ; avec la justice sociale à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières, avec le dialogue et la rencontre avec tous les peuples et toutes les cultures qui nous accompagnent en tant qu'humanité.

Pour toutes ces raisons, nous disons haut et fort : Non aux dépenses militaires ! Non à la guerre !

Le gouvernement a visiblement choisi une autre voie. D'ici quelques semaines, il va présenter une nouvelle « revue stratégique » pour domestiquer l'opinion publique et présenter dans la foulée les besoins des armées. C'est ce qu'il appelle faire œuvre de pédagogie. C'est dommage qu'il ne fasse pas preuve d'autant de pédagogie pour expliquer les besoins sur les plans de la santé, de l'éducation, de la culture etc.

Contre l'économie et la logique de guerre que développent Macron et son gouvernement, les libertaires appellent à la solidarité internationale, à la construction d'une culture de la paix et de la justice sociale, antimilitariste et anticoloniale.

Micka (GLJD)

# Le monde entier serait impacté en cas de guerre nucléaire

Certains individus peu au courant des dégâts occasionnés par une éventuelle guerre nucléaire pensent que le conflit entre l'Inde et le Pakistan n'aura que très peu d'incidences en Europe car nous sommes bien éloignés de ces contrées. C'est d'une bêtise confondante car toute déflagration nucléaire aura des retombées sur toute la planète.

Selon les estimations du SIPRI, l'Inde possède 172 ogives nucléaires, tandis que le Pakistan en a 170. Même si on ne sait pas exactement combien de ces ogives nucléaires possédées par ces deux pays sont en état de fonctionnement. Selon les experts le Pakistan développe des armes nucléaires pour concurrencer l'Inde, tandis que l'Inde se concentre sur les armes à longue portée qui peuvent également viser la Chine. Donc l'Inde pourrait entrer en conflit avec l'ennemi juré, le Pakistan, mais aussi la Chine. Les conséquences d'une guerre nucléaire pourraient être dévastatrices, car la Chine, voisine de l'Inde et du Pakistan, a également augmenté son arsenal nucléaire de 22 %, faisant passer le nombre de ses ogives de 410 à 500. Et nous l'affirmons depuis des décennies, les armes fabriquées sont faites pour être utilisées un jour ou l'autre.

Les conséquences d'une guerre nucléaire ont déjà été étudiées depuis quelques années tant la zone du Cachemire semble sensible et vitale pour les protagonistes Indiens et Pakistanais, sinon Chinois.

Dans une étude parue dans Science Advances, les chercheurs ont imaginé une guerre qui impliquerait un tiers des arsenaux des deux pays. Résultat : 125 millions de morts, des conséquences catastrophiques pour la faune et la flore provoquant famines et maladies en Asie. En outre, la fumée des incendies géants liés aux explosions masquerait les rayons du soleil déclenchant un hiver nucléaire planétaire d'environ dix ans avec des conséquences désastreuses sur les productions agricoles. C'est dire que l'enjeu et les conséquences d'un conflit nucléaire seraient d'ordre mondial et non circonscrits à l'Inde et le Pakistan. Les radiations nucléaires ne s'arrêtent pas aux frontières des belligérants. L'hiver nucléaire concernerait le monde entier sans compter les conséquences que l'on ne peut prévoir.

Selon le dernier rapport du Sipri, institut suédois de ré-

férence, l'Inde a légèrement augmenté son arsenal nucléaire en 2023. Tout comme le Pakistan, New Delhi a aussi continué à développer de nouveaux types de vecteurs nucléaires. Les deux pays cherchent également à se doter de la capacité de déployer des ogives multiples sur des missiles balistiques, une technologie dont disposent déjà la Russie, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et, plus récemment, la Chine.

C'est dire que la course aux armements nucléaires sont toujours d'actualité et que nous sommes tous et toutes concernés car sûrement touchés en cas de guerre nucléaire.

Dans l'hypothèse d'un conflit nucléaire entre la Russie et l'Otan, la température baisserait de 7 degrés dans le monde. Espérons qu'un crétin comme Trump ne voit pas là une solution au réchauffement climatique…

« Alors que le nombre total d'engins nucléaires continue de diminuer à mesure que les armes datant de la Guerre froide sont progressivement démantelées, le nombre d'ogives nucléaires opérationnelles continue malheureusement d'augmenter d'année en année », écrit Dan Smith, le directeur du Sipri. « Cette tendance semble devoir se poursuivre et probablement s'accélérer dans les années à venir, ce qui est extrêmement préoccupant.

C'est pourquoi, les libertaires pensent qu'un désarmement unilatéral de la France serait un exemple à suivre par d'autres pays et que ratifier un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires puis leur destruction serait davantage efficace pour la paix que les discours lénifiants des politiciens internationaux.

Goulago (GLJD)

# La bourgeoisie se consolide par l'héritage

Bienvenue dans le passé car nous sommes revenus au XIXème siècle sur le plan de la transmission des patrimoines et des fortunes aujourd'hui. Cela a bien entendu des incidences sur la montée de l'extrême-droite car si l'ascenseur social est en panne et que l'héritage est prédominant dans la constitution du patrimoine, les classes ouvrières et la classe moyenne qui n'ont que leur travail pour accéder à la propriété se sentent lésées voire déclassées.

Beaumarchais dans le Mariage de Figaro le disait déjà : « Vous vous êtes donnés la peine de naître et rien de plus ». Et bien de nos jours, c'est toujours pareil : l'ordre social se transmet et se consolide par l'héritage. Vous avez beau travailler dur, faire des heures, nada, vous n'arriverez jamais à atteindre une position patrimoniale élevée. Bien entendu, on nous servira toujours le fameux self made man, mais la mécanique de l'héritage est bien huilée et ne profite qu'aux individus issus de familles riches. Aujourd'hui, la fortune héritée représente 60% du patrimoine national. On est passé de 35% en 1975 à 60% en 2024. Le fossé s'accroît. Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres.

Alors, quand le gouvernement Bayrou cherche des sources de financement pour combler la dette et boucler ses budgets, plutôt que de s'en prendre aux retraités et aux actifs, qu'il aille taper au porte-monnaie de ceux et celles qui possèdent des milliards de patrimoine. Ce ne serait que justice.

Dans les quinze prochaines années, ce sont 677 milliards par an qui seront versés par de riches Français à leurs enfants. Voilà de quoi combler les déficits. Gageons que le gouvernement ne touchera pas à cette manne car ce serait s'attaquer aux privilèges de sa caste.

Tandis que les revenus du travail stagnent ou s'érodent, que le chômage est toujours présent, la Bourse et l'immobilier de luxe se portent bien. Sans rien faire, c'est là toute la magie du système. L'optimisation fiscale et les tambouilles permettent de transmettre de l'argent, notamment par des exemptions multiples, à ses héritiers. Liberté, égalité, fraternité, devis que l'on trouve sur les frontons de nos mairies relève du mythe et de la fiction.

Non seulement les riches polluent la planète mais de surcroît leurs placements boursiers et financiers n'alimentent quasiment plus l'investissement donc le dynamisme économique, ce qui pénalise les travailleurs qui n'ont que leur travail pour vivre.

Les jeunes, partout en Europe, ont du mal à se loger et ils se paupérisent. La pauvreté touche maintenant les petits retraités et la jeunesse. Dix pour cent des jeunes de 20 à 29 ans vivent sous le seuil de pauvreté en France.

C'est un bilan qui en dit long sur l'état de notre société inégalitaire. Le temps passe mais les richesses restent dans les mêmes mains.

Nous tenons à évoquer ce que disait Bakounine du droit d'héritage au mitan du XIXème siècle :

« L'égalité et la justice réclament uniquement : une organisation de la société telle que tout individu humain naissant à la vie y trouve, en tant que cela dépendra non de la nature mais de la société, des moyens égaux pour le développement de son enfance et de son adolescence jusqu'à l'âge de sa virilité, pour son éducation et pour son instruction d'abord, et plus tard pour l'exercice des forces différentes que la nature aura mises en chacun pour le

travail. Cette égalité de point de départ, que la justice réclame pour chacun, sera impossible tant qu'existera le droit de succession.

La justice, autant que la dignité humaine exigent que chacun soit uniquement le fils de ses oeuvres. Nous repoussons avec indignation le dogme du péché, de la honte et de la responsabilité héréditaires. Par la même conséquence nous devons rejeter l'hérédité fictive de la vertu, des honneurs et des droits ; celle de la fortune aussi. L'héritier d'une fortune quelconque n'est plus entièrement le fils de ses oeuvres et, sous le rapport du point de départ, il est privilégié.

Abolition du droit d'héritage. Tant que ce droit existera la différence héréditaire des classes, des positions, des fortunes, l'inégalité sociale en un mot et le privilège subsisteront sinon en droit, du moins en fait. Mais l'inégalité de fait, par une loi inhérente à la société, produit toujours l'inégalité des droits : l'inégalité sociale devient nécessairement inégalité politique. Et sans égalité politique, avons-nous dit, point de liberté dans le sens universel, humain, vraiment démocratique de ce mot ; la société restera toujours divisée en deux parts inégales, dont l'une immense, comprenant toute la masse populaire, sera opprimée et exploitée par l'autre. Donc le droit de succession est contraire au triomphe de la liberté, et si la société veut devenir libre, elle doit l'abolir.

Elle doit l'abolir parce que, reposant sur une fiction, ce droit est contraire au principe même de la liberté. Tous les droits individuels, politiques et sociaux, sont attachés à l'individu réel et vivant. Une fois mort il n'y a plus ni volonté fictive d'un individu qui n'est plus et qui, au nom de la mort, opprime les vivants. Si l'individu mort tient à l'exécution de sa volonté, qu'il vienne l'exécuter lui-même s'il le peut, mais il n'a pas le droit d'exiger que la société mettent toute sa puissance et son droit au service de sa non-existence.

Le but légitime et sérieux du droit de succession a été toujours d'assurer aux générations à venir les moyens de se développer et de devenir des hommes. Par conséquent, seul le fonds d'éducation et d'instruction publique aura le droit d'hériter avec l'obligation de pourvoir également à l'entretien, à l'éducation et à l'instruction de tous les enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge de la majorité et de leur émancipation complète. De cette manière tous les parents seront également rassurés sur le sort de leurs enfants, et comme l'égalité de tous est une condition fondamentale de la moralité de chacun, et que tout privilège est une source d'immoralité, tous les parents dont l'amour pour leurs enfants est raisonnable et aspire non à leur vanité mais à leur humaine dignité, s'ils avaient même la possibilité de leur laisser un héritage qui les placerait dans une position privilégiée, préférant pour eux le régime de la plus complète égalité.

L'inégalité résultant du droit de succession une fois abolie, restera toujours, quoique considérablement amoindrie, celle qui résultera de la différence des capacités, des forces et de l'énergie productive des individus, différence qui, à son tour, sans jamais disparaître entièrement, s'amoindrira toujours de plus en plus sous l'influence d'une éducation et qui d'ailleurs, une fois le droit de succession aboli, ne pèsera jamais sur les générations à venir. »

[…]

Mikhaïl Bakounine (1865)

# Agriculture 4.0. La technologie à l'assaut du vivant

Ces dernières années, une nouvelle phase de l'industrialisation de l'agriculture a pris forme : le développement des biotechnologies, la promotion de l'agriculture industrielle, la viande artificielle, l'accélération de la robotique, etc. Il s'agit de l'Agriculture 4.0, qui vise à accompagner la quatrième phase du développement d'Internet, l'Internet des objets : les machines et les produits industriels sont de plus en plus capables de communiquer entre eux. Dans le secteur agricole, les projets prévoient l'installation de capteurs dans toutes les exploitations, l'utilisation de logiciels et d'algorithmes d'intelligence artificielle pour automatiser diverses tâches (nourrir et soigner les animaux, par exemple), l'utilisation de drones pour semer et pulvériser des produits phytosanitaires ou évaluer l'état du sol et les besoins en engrais, et le pilotage à distance de tracteurs à l'aide de satellites. Tout cela s'inscrit pleinement dans l'orientation générale actuelle du marché : accélérer le dévelop-

pement technologique, si possible au nom de l'écologie.

La contradiction est totale, l'imposture immense. La dépendance au complexe agro-industriel des agriculteurs qui s'engagent dans cette voie risque de s'accroître encore : non contents d'être tenus sous l'emprise des banques, des géants de la chimie et des semences, des fabricants de machines et des mastodontes de l'agrobusiness et de la distribution, ils se retrouveraient bientôt freinés surtout par les magnats du numérique (Google, Amazon, Microsoft, ou encore Ali Baba et Huawei…) et la myriade d'acteurs capitalistes plus petits qui gravitent dans leur orbite.

La novlangue des ingénieurs et des publicitaires atteint le comble du mensonge lorsqu'elle vante les gains d'autonomie des agriculteurs qui utilisent des véhicules et des machines « autonomes ». La perte de connaissances causée par les étapes précédentes de l'industrialisation est en revanche complétée par l'utilisation des ordinateurs et de leurs systèmes experts « dans tous les coins de la campagne » : les agriculteurs sont incités à déléguer tous les soins de leur bétail (de plus en plus nombreux) ; les cultivateurs sont formés à cesser de se fier à leurs propres réflexes, basés sur le toucher, la vue et le « feeling », confiant presque toute leur analyse des conditions du sol, du ciel et des autres éléments qui influencent leurs cultures à des processus automatiques. A la perte d'intelligence sensorielle qui en résulte mécaniquement s'ajoute la perte de saveur des légumes, des fruits et des fromages ainsi produits.

La fuite en avant vers le pouvoir et la miniaturisation va poursuivre le déclin du nombre d'agriculteurs et la concentration des terres. Bien sûr, dans un pays comme le nôtre, il ne reste plus grand-chose à éliminer : à partir de 400 000 agriculteurs, la robotique ne pourra pas en éliminer des millions ! Cependant, l'hémorragie pourrait s'accélérer significativement dans certains pays du Sud qui n'ont pas ou peu connu les étapes précédentes de l'industrialisation : l'introduction des technologies « 4.0 » pourrait être (sous certaines conditions) le point de départ d'une modernisation dont les conséquences sont aussi méconnues qu'explosives, socialement et culturellement.

L'agriculture de précision est un pari de longue date sur la destruction continue des moyens de subsistance dans le monde entier. Leur prétention écologique est un mensonge monstrueux, fondé sur la semi-invisibilité en Occident du pillage social qui accompagne la fabrication et l'exploitation d'appareils informatisés. Supposons que la robotique agricole permette de réaliser certaines économies de pesticides, d'engrais, d'antibiotiques, d'eau et d'huile dans les travaux agricoles, ce qui est tout à fait hypothétique en théorie et peut s'avérer faux en pratique. Quoi qu'il en soit, ces progrès très partiels seraient compensés par une croissance vertigineuse de la production d'appareils électroniques, ainsi que de la consommation d'électricité nécessaire à leur fabrication, leur circulation et leur stockage. Pourtant, de nombreux rapports et recherches importants publiés ces dernières années nous fournissent tous les éléments pour comprendre que le développement accéléré de l'industrie numérique – souvent justifié par la chimère de la « transition écologique » – n'est pas durable 1 . A tel point que certains affirment que le numérique sera au cœur de la catastrophe écologique 2 .C'est la fabrication de matériel informatique qui a le plus grand impact écologique, en termes d'énergie, d'eau et de métaux. La croissance de la technologie numérique est un facteur central dans l'essor minier actuel, Anna Bednik affirmant que nous sommes sur le point d'extraire plus de métaux de la croûte terrestre en une génération que dans toute l'histoire de l'humanité. Microprocesseurs, écrans tactiles, puces RFID et batteries nécessitent des quantités pharaoniques d'or, de cuivre, de tungstène, de lithium et de « terres rares » (néodyme, yttrium, cérium, germanium…). Aujourd'hui, l'industrie minière est terriblement polluante et énergivore.

Contrairement à leur nom, les terres rares ne sont pas tant rares que difficiles à extraire. […] La séparation et le raffinage de ces éléments, qui s'agrègent naturellement avec d'autres minéraux, souvent radioactifs, impliquent une longue série de processus nécessitant de grandes quantités d'énergie et de produits chimiques : plusieurs étapes de broyage, d'attaque acide, de chloration, d'extraction par solvant, de précipitation sélective et de dissolution. […] Stockés à proximité des puits miniers, les stériles, ces immenses volumes de roche extraits pour accéder aux zones de plus forte concentration de minéraux, génèrent souvent des rejets sulfureux qui drainent les métaux lourds contenus dans les roches et les font migrer vers les cours d'eau. […] La quantité d'énergie nécessaire pour extraire, broyer, traiter et raffiner les métaux représente entre 8 % et 10 % de l'énergie totale consommée dans le monde, faisant de l'industrie minière l'une des principales causes du réchauffement climatique.

Par ailleurs, la contribution du numérique à l'effet de serre par la production d'électricité, qui implique son utilisation quotidienne, ne cesse de croître. Tous les appareils numériques consommaient entre 10 et 15 % de l'électricité mondiale à la fin des années 2010. Cette consommation double tous les quatre ans, ce qui pourrait porter la part du numérique à 50 % de l'électricité mondiale d'ici 2030 (!) – une quantité équivalente à ce que l'humanité a consommé au total en 2008, il y a seulement treize ans.

Ces projections vertigineuses sont en partie éclairées par les estimations contenues dans plusieurs études récentes sur la puissance électrique requise par un data center

(équivalente à celle d'une ville de 50 000 habitants), les 10 milliards de courriels envoyés chaque heure dans le monde (équivalent à la production horaire de 15 centrales nucléaires, ou 4 000 allers-retours Paris-New York en avion), les 140 milliards de recherches Google chaque heure, etc.

Le monstre mécanique de l'agriculture industrielle a déjà confisqué la terre des paysans et des agriculteurs du Nord. Mais avec la robotisation, elle confisque et pille la terre partout sur la planète, au détriment des paysans, des derniers chasseurs-cueilleurs et de tous les humains qui voudraient en faire un usage plus coopératif et durable.

Cet examen des impacts environnementaux de l'extraction des métaux des terres rares nous oblige soudainement à considérer le processus de fabrication des technologies vertes avec plus de scepticisme. Avant même d'être utilisés, un panneau solaire, une éolienne, une voiture électrique ou une ampoule à économie d'énergie portent le péché originel d'une mauvaise performance énergétique et environnementale. […] En voulant nous libérer des énergies fossiles, à cheval entre un monde ancien et un monde nouveau, nous nous enfonçons en réalité dans une nouvelle dépendance, encore plus forte. […] La transition énergétique et numérique va dévaster l'environnement à une échelle sans précédent. En fin de compte, leurs efforts et le prix que cela coûtera à la Terre pour forger cette nouvelle civilisation sont si considérables que je ne suis même pas sûr qu'ils puissent y parvenir.

Viande créée en laboratoire

Nous sommes convaincus que les choix effectués dans le mode de production (principalement en matière d'outils et de capital) définissent la qualité des relations sociales dans lesquelles nous produisons et mangeons. Ces choix ont un impact sur l'accès à la nourriture et sur le sentiment qui accompagne les inégalités croissantes à cet égard. Tout comme nous devons nous demander quelle nourriture nous voulons, nous devons nous demander quelles machines nous voulons. Parce que les outils que nous utilisons, notre capacité à les réparer ou à les adapter, déterminent le modèle agricole dans lequel nous travaillons et dont nous nous nourrissons des produits : nous savons que les machines (sur)puissantes et coûteuses encouragent la création de parcelles plus grandes, rarement compatibles avec l'agriculture paysanne. Nous affirmons notre volonté de lutter contre « les technologies qui sapent nos capacités de production alimentaire ». Il n'y aura pas d'autonomie alimentaire sans autonomie technique.

Nous voulons croire que l'émergence des technologies dites « 4.0 » (agriculture connectée) est l'un des seuils qui peuvent provoquer une réaction conséquente dans la société. On rêve d'une réponse à cette offensive robotique (drones, tracteurs guidés par satellite, algorithmes de contrôle des entrepôts, etc.) qui soit au moins digne de celle qui a éclaté, à la stupeur des technocrates, contre les OGM il y a vingt-cinq ans. Recherche, démystification, sabotage : Qui veut se battre avec nous contre les irobots dans les années 2030 ? Qui veut dénoncer les recherches menées dans les laboratoires de l'INRA (et par une pléthore de startups) et les prototypes qui y sont fabriqués, compte tenu de leur impact social et écologique certain ? Qui veut saboter les grands événements agro-industriels où ces innovations sont célébrées et transformées pour assurer leur adoption par les représentants de l'industrie et autres « leaders d'opinion » ? Qui veut entrer en conflit avec les fermes gigantesques (et pas si gigantesques…) qui les ont déjà achetés ou avec les trafiquants qui distribuent ces drogues industrielles ? J'en appelle aux Colibris de tous les pays : chacun devra faire sa part pour éteindre l'incendie électromagnétique, et avoir ainsi une petite chance d'enrayer la chute de 400 000 à 200 000 agriculteurs, prédite (pour la France) grâce à ces merveilles technologiques.

La référence à la lutte contre les OGM est incontournable. Ce fut une décennie décisive dans la lutte contre l'artificialisation de la vie, une longue campagne qui a uni les citoyens à la résistance paysanne. Le 7 juin 1997, plusieurs centaines de militants anti-OGM et de la Confédération paysanne détruisent un champ de colza transgénique à Saint-Georges-d'Espéranche. Le 8 janvier 1998, José Bové, René Riesel et d'autres membres de la Confédération paysanne pénètrent dans un entrepôt de Novartis à Nérac pour mélanger des semences de maïs génétiquement modifié avec des semences conventionnelles. Puis, le 2 juin 1999, quelque 200 militants détruisent un champ de colza génétiquement modifié, une culture expérimentale développée par l'INRA et le CETIOM (Centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains) de Montpellier. Ces deux actions constituent le point culminant de la résistance par l'action directe, car à ce moment-là la collusion du complexe agro-industriel avec la recherche d'État est clairement identifiée, l'impact mortel de la technoscience sur l'agriculture et l'alimentation est clairement révélé à tous, et son infrastructure est clairement attaquée pour arrêter son avancée.

Au cours des années suivantes, des dizaines de récoltes de cultures OGM ont été réalisées dans divers territoires, suivies de dizaines de procès qui ont intensifié la répression à partir de 2001, lorsque les premières peines de prison ont été prononcées contre les « récolteurs », jusqu'en 2005-2006. Il est très probable que l'inquiétude persistante d'une partie de l'opinion publique concernant le contrôle des semences ou des pesticides découle de cette bataille, et peut-être aussi de la mauvaise conscience, qui

émerge depuis le début du siècle, à propos du sacrifice des agriculteurs dans la société d'abondance, un problème que (presque) personne n'avait remarqué auparavant.

La guerre contre les OGM n'a pas représenté une victoire complète et définitive pour l'opposition, mais seulement une stagnation pour les promoteurs de l'agriculture transgénique, qui ont dû se creuser la tête pour surmonter, au fil du temps et de l'espace, la méfiance généralisée des citoyens et des consommateurs européens. L'alimentation du bétail français (ou européen) étant en grande partie composée de soja génétiquement modifié sud-américain ; Étant donné que nous consommons de nombreux produits du monde entier, l'interdiction de la culture d'OGM en Europe a très peu d'impact : nous mangeons déjà tous régulièrement des OGM. Et les stratagèmes industriels pour réintroduire au plus vite les OGM dans les champs français, sans le déclarer ouvertement, ont été aussi puissants qu'astucieux, grâce à des failles ou des lacunes dans la réglementation. C'est le cas des manipulations nécessaires à l'acquisition forcée de la stérilité mâle cytoplasmique (variétés végétales CMS), ou plus récemment de la mutagenèse (mutation génétique obtenue par exposition à des molécules de synthèse) qui permet l'émergence de variétés artificielles, notamment résistantes aux herbicides. Un OGM caché ou de nouvelle génération reste un OGM.

L'autre limite majeure de la lutte contre les OGM est que la prise de conscience des enjeux liés à l'avancement des technologies transgéniques était sensible, mais limitée. Ni les modifications génétiques dans leur ensemble ni l'industrialisation de l'agriculture ne sont devenues des questions politiques centrales, dans la mesure de leur gravité. Le « point chaud » de 1999, avec son attaque claire contre la technostructure en place, ne sera plus atteint, et les revendications ne seront plus acceptées, ni leur pertinence comprise, par tous les protagonistes. C'est toujours le problème des batailles contre des innovations apparemment radicales : on ne sait pas s'il faut souligner la rupture qu'elles introduisent ou, au contraire, insister sur la continuité qu'elles présentent avec les trajectoires technologiques et politiques à long terme. Ainsi, la bataille contre les OGM autour de l'an 2000 a été pour certains l'occasion de comprendre le sens profond de la technique d'hybridation qui remonte (pour le maïs) aux années 1920 : un bluff scientifique, qui a incité les agriculteurs à dévaloriser leurs semences de ferme et à acheter chaque année celles produites par des fournisseurs, d'abord publics puis privés, alors même que ces derniers ne sont pas plus hybrides que les premiers.

Les semences hybrides ont profondément préfiguré les OGM dans leurs conséquences sociales (dépossession) et écologiques (standardisation génétique). Ce contre quoi il fallait lutter, c'était tout le processus d'industrialisation sous l'égide de la Big Science, qui dure depuis un siècle. De même, une lutte sérieuse contre l'agriculture 4.0 ne peut ignorer le fait que la déshumanisation est déjà en cours, avant même l'étape finale des algorithmes, des drones et de la 5G. Ce n'est pas seulement l'escalade technologique frénétique de l'ère Google que nous devons combattre, mais une escalade technologique qui s'étend sur plusieurs décennies. Des actions contre les appareils connectés de dernière génération ou contre les entreprises développant les dernières applications agricoles pour smartphones seraient certes utiles en elles-mêmes, mais elles prendraient tout leur sens dans la mesure où elles seraient aussi l'occasion de dénoncer les robots de traite datant des années 1990, les robots de distribution d'aliments pour animaux datant des années 1980, ou encore les robots Hercules des années 2000, qui permettent d'évacuer facilement les dizaines de carcasses de truies mortes prématurément dans les élevages industriels hors ferme. Les tracteurs et autres outils automoteurs sont depuis longtemps monstrueusement grands et rapides, et ils symbolisent à eux seuls le gaspillage généralisé du modèle intensif.

Autre parallèle hyperconnecté : critiquer l'escalade de la transition « forcée » vers la 5G ne sert à rien si la transition vers la 4G et la fibre optique n'est pas également remise en question. Sans un travail critique sur ce qui a déjà été largement adopté, la possibilité de mettre un terme aux innovations actuelles et aux processus qu'elles couronnent (provisoirement) est quasiment nulle. Il s'agit d'un mouvement inverse qui doit pouvoir s'amorcer dans la société en général, et dans l'agriculture en particulier. Bien qu'il semble aussi naturel pour un agriculteur que pour n'importe qui d'autre de déléguer chaque aspect de sa vie à un smartphone, il l'utilisera également pour gérer son bétail, son irrigation ou la protection de ses cultures. Il est clair que la bataille contre la 5G, comme la bataille contre la robotique agricole, est culturelle et politique. Elles posent des questions de pouvoir, mais surtout de modes de vie, de contenu du travail et de la manière dont nous vivons les objets et les êtres qui nous entourent.

Nous espérons trouver des alliés dans la galaxie anti-5G qui a émergé ces dernières années pour lancer une campagne spécifique contre les technologies (de demain et d'hier) qui renforcent de jour en jour le modèle intensif ; mais aussi au sein du mouvement de l'agriculture paysanne, malgré son appétit limité pour la critique des technologies, notamment numériques (et la croyance dominante selon laquelle l'agriculture industrielle peut être dissoute sans conflit social significatif).

Il suffit de passer d'un mouvement Colibri à prédominance numérique à une offensive visant une désescalade technologique massive, c'est-à-dire qui contribue à une transformation sociale essentielle, et pas seulement à

une technologie alternative…

Les fermes numériques sont désormais dans la phase finale de test.

Il nous suffit de nous unir, de nous lever, de reprendre la terre aux machines.

Traduction adaptée et résumée du texte « Agricoltura 4.0 e nuovi OGM. «La technoscience à l'assaut du vivant», paru dans le numéro 69 de Nunatak. Cet article est lui-même extrait du livre de l'Atelier Paysan* « Reprendre la terre aux Machines. Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire, Seuil, Paris, 2021.

*Atelier PAysAn est une coopérative d'autoconstruction de machines agricoles, une « organisation de développement agricole et rural » qui œuvre pour « la généralisation de l'agroécologie paysanne, pour un changement radical et nécessaire du modèle agricole et alimentaire » (pour plus d'informations : www.latelierpaysan.org ).

# Démofascisme

*Suite du Libertaire d'Avril 2025*

Un autre auteur qui a analysé la relation entre démocratie et totalitarisme est Jacob Talmon dans son essai Les origines de la démocratie totalitaire. Le titre de cet ouvrage est très significatif car il pose expressément la question de la relation que cet article cherche à élucider. En ce sens, Talmon affirme que la démocratie libérale et la démocratie totalitaire ont émergé des mêmes prémisses intellectuelles et idéologiques du XXe siècle. Talmon développe une analyse généalogique des idées qui ont donné naissance à ce type de démocratie. Sa conclusion est que le totalitarisme naît de l'idée éclairée selon laquelle il existe une vérité politique unique et exclusive qui englobe la totalité de la vie humaine. Cette vérité se fonde sur un ordre naturel de la société de nature harmonieuse qui constitue un objectif à atteindre. Les théories de cet ordre naturel sont celles de Rousseau, Morelly et Mably, qui se rattachent à l'idéologie éclairée d'Helvétius et Holbach sur la nature rationnelle et individualiste de cet ordre. Par conséquent, sa matérialisation peut être réalisée par un homme éclairé, ce qui pose les bases de la légitimation des avant-gardes éclairées et vertueuses chargées de cette tâche, ce qui, finalement, conduit à la mise en place d'un ordre totalitaire. C'est parce que l'avant-garde éclairée est habilitée à garantir que lorsque les individus ne sont pas d'accord avec la vérité politique, ils sont ignorés, forcés ou intimidés dans leur quête de la vérité politique. En bref, Talmon dit que la démocratie totalitaire tente de concilier la liberté avec l'idée d'une fin absolue représentée par un modèle exclusif de société, pour laquelle il affirme que cette fin est inhérente à la volonté et à la raison de l'être humain, car elle implique la pleine satisfaction de son véritable intérêt et la garantie de sa liberté. De cette façon, l'individu n'a pas le choix, et cela s'appelle la liberté.

La littérature analysant la transformation des régimes démocratiques libéraux en systèmes totalitaires est plus vaste et se concentre généralement sur les menaces potentielles que la politique étrangère des États peut représenter pour la démocratie. C'est ce qui se passe avec William Engdahl, qui dans son livre Full Spectrum Dominance: Totalitarian Democracy and the New World Order relate la recherche d'hégémonie internationale des États-Unis et les changements que cela a provoqués dans leur sphère interne, qui rappellent les systèmes totalitaires. Sheldon S. Wolin, pour sa part, étudie dans Democracy Incorporated: Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism si la démocratie décrit la politique américaine et le système politique, d'où il déduit que la dynamique des relations entre le gouvernement et le système de gouvernance privée à travers les entreprises est plus proche des régimes totalitaires, le conduisant à parler de l'existence du pouvoir des entreprises. Wolin relie tout cela, comme Engdahl, à la politique étrangère américaine et aux effets qu'elle a eu sur la sphère intérieure.
Les auteurs cités ci-dessus s'inscrivent dans un courant bibliographique plus large qui examine les transformations provoquées par l'action étrangère de l'État dans le domaine de la politique intérieure, et comment cela s'est manifesté par une détérioration des institutions de la démocratie libérale américaine. Les conclusions de ces auteurs ne conduisent généralement pas directement à l'affirmation selon laquelle le système politique des États-Unis évolue vers une forme de totalitarisme, mais plutôt que des éléments du système qui ne sont pas soumis à un contrôle public direct, comme le complexe de sécurité nationale, exercent un poids politique inhabituel au point d'influencer la politique gouvernementale, même contre les intérêts des citoyens américains eux-mêmes. Des recherches telles que National Security and Double Go-

vernment de Michael Glennon, Nemesis: The Last Days of the American Republic de Chalmers Johnson, l'étude de James Carroll intitulée The House of War: The Pentagon Rules ou l'ouvrage de Fred Cook The Warfare State sont quelques exemples qui confirment ce phénomène. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que la Première Guerre mondiale a conduit à la montée du fascisme et du nazisme et que les démocraties libérales en Italie et en Allemagne sont devenues des systèmes totalitaires.

Enfin, il y a la contribution de Pedro García Olivo, qui a inventé le terme « démofascisme » dans son essai L'énigme de la docilité. Dans ce cas, le lien entre démocratie et totalitarisme se situe dans le contexte historique, politique et idéologique de la suprématie mondiale de la civilisation occidentale et de son impérialisme. García Olivo établit le lien entre démocratie libérale et fascisme à partir d'une perspective différente qui combine une relecture de la Dialectique des Lumières de Theodor Adorno et Max Horkheimer , et la pensée généalogique basée sur la théorie française, notamment dans l'œuvre et la pensée de Michel Foucault.

Du point de vue de García Olivo, le facteur commun entre les démocraties et les fascismes est l'utilisation de la même forme de rationalité et de procédures, ce qui est en grande partie le résultat de l'ancrage de la culture actuelle dans les Lumières, de sorte que ses concepts politiques se sont développés sous une soumission rigoureuse au projet moderne.

Selon cet auteur, les traits distinctifs du fascisme sont, d'une part, l'absence de résistance interne, c'est-à-dire l'inexistence d'une opposition estimable et critique, qui se reflète dans la docilité de la population. D'autre part, l'expansionnisme extérieur, c'est-à-dire la belligérance et le désir d'universalisation ; et troisièmement, la volonté d'exterminer les différences culturelles, psychologiques, politico-économiques, etc. Ainsi, ces trois caractéristiques relient les expériences des fascismes historiques aux modèles de formation de l'espace social qui caractérisent les régimes démo-libéraux, c'est-à-dire aux modèles de gouvernement des populations, aux usages de la gestion sociopolitique, etc. De ce point de vue, il y a un chevauchement entre le néofascisme et l'appareil politique de la démocratie (élections, parlement, partis, etc.), ce qui permet de parler d'un néofascisme de et dans les démocraties ou, plus précisément, d'un démofascisme.

García Olivo souligne les caractéristiques qui différencient le fascisme actuel des expériences totalitaires de l'Allemagne et de l'Italie. À cet égard, l'enthousiasme que suscitaient à l'époque les fascismes historiques contraste avec le contexte d'apathie, d'apolitisme et d'aboulie qui prévaut dans les sociétés occidentales, où prédominent notamment la déception et le désenchantement. A cela s'ajoute l'invisibilité des instruments coercitifs dans le cadre du démofascisme, qui bénéficie de technologies de domination internalisées par les individus eux-mêmes dans le domaine psychologique et symbolique. Cette procédure a permis de transformer les gouvernés en leurs propres censeurs et policiers.

## Démocratie directe et totalitarisme

Agamben et García Olivo abordent tous deux la relation entre démocratie libérale et totalitarisme, tandis que Carl Schmitt aborde la question en se concentrant sur la démocratie directe dans le cadre de ses efforts pour distinguer la démocratie du parlementarisme. Mann, pour sa part, concentre son attention sur la relation entre démocratie et génocide sans négliger les liens que ce type de phénomène entretient avec les régimes totalitaires. Talmon, pour sa part, établit la démocratie totalitaire comme un type spécifique de système politique, différent de tous les autres, pour lequel il développe une analyse généalogique des idées qui le configurent. Or, ce qui est proposé ici, c'est de clarifier l'existence d'une relation de continuité entre démocratie directe et totalitarisme. Dans ce sens, la question se pose de savoir si une démocratie directe sans État peut produire un système totalitaire, abordé à partir d'un prisme idéologique anarchiste. De cette manière, la proposition de démocratie directe est censée être opposée à l'anarchie.

Il peut certes paraître paradoxal, au regard des cadres intellectuels et idéologiques dominants contemporains, de proposer l'existence d'un lien entre la théorie de la démocratie directe et le totalitarisme, surtout lorsque la démocratie directe est envisagée comme une forme politique sans État et que le totalitarisme, au contraire, est considéré comme l'exaltation de l'État, qu'il soit dans sa version bolchevique ou fasciste. Michael Mann lui-même, dans son étude intitulée Fascistes, souligne que l'idéologie fasciste est la forme la plus extrême de l'étatisme national. Toutefois, l'hypothèse selon laquelle tout totalitarisme requiert nécessairement l'existence d'un État total n'est pas correcte, comme nous l'expliquerons plus loin.
Tout d'abord, il faut noter que la démocratie, jusqu'à la Révolution française, était considérée comme un système politique obsolète et ayant mauvaise réputation. La Révolution française, avec l'émergence de la politique de masse et l'introduction de différentes idées éclairées dans le débat public, a contribué à ce que la démocratie commence à être considérée favorablement à partir du XIXe siècle. Le développement de la théorie politique démocratique s'est produit parallèlement aux changements survenus dans les formes politiques au XIXe siècle. Cela est particulièrement clair en ce qui concerne l'évolution du gouvernement représentatif à travers la fusion du libéralisme et de la démocratie avec l'émergence des démocraties dites représentatives. Cependant, la théorie de la démocratie directe, dont le principal antécédent moderne est l'œuvre de Rousseau, n'a pas connu de déve-

loppement théorique et pratique ultérieur, du moins pas comme la démocratie libérale, ce qui n'a pas empêché certains aspects de sa proposition politique de se fondre avec de nouvelles idéologies apparues au XIXe siècle, comme c'est le cas du socialisme.

L'élément décisif dans cette analyse est de clarifier, dans une perspective libertaire, les traits communs de la démocratie directe et du totalitarisme qui permettent de parler d'une relation de continuité, et non pas tant de contiguïté, entre les deux formes politiques. C'est-à-dire qu'il s'agit d'identifier les éléments présents dans la démocratie directe qui permettent d'affirmer que l'instauration d'un régime présentant ces caractéristiques conduirait à une société totalitaire. Ces éléments sont la violence, l'absence de droits et de libertés individuelles, l'extension du champ d'action de l'organe de décision politique, le communautarisme et l'homogénéité sociale.
Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur la définition du totalitarisme, [8] on peut affirmer que les éléments cités ci-dessus englobent des réalités qui définissent ce que l'on entend généralement par système totalitaire, c'est-à-dire un type de régime dans lequel la violence joue un rôle décisif dans l'organisation de la société, le pouvoir est fortement concentré, l'individu est privé de droits et où règnent des niveaux élevés d'homogénéité sociale favorisés par le régime lui-même. D'autres éléments pourraient être ajoutés qui ne font pas l'objet de notre attention ici, comme la présence d'une idéologie officielle qui couvre tous les aspects de la vie humaine, ou le contrôle et la direction centralisés de l'économie. Ce sont certainement des questions pertinentes, surtout si l'on prend en compte que la démocratie directe vise à transformer l'individu à travers une idéologie ou une philosophie politique qui l'imprègne d'une certaine moralité et, par conséquent, définit sa manière d'être, de penser, de sentir et d'exister. Ces éléments ont été laissés de côté dans cette analyse en raison de la complexité de leur étude, qui nécessiterait une approche spécifique.

Quant à la démocratie, il est nécessaire d'établir une définition de ce système politique afin de développer l'analyse ultérieure de ses rapports avec le totalitarisme. Cette forme politique repose donc sur un système de gouvernement majoritaire, dans lequel les décisions politiques adoptées par la majorité sont contraignantes pour tous les membres de la société, le recours à la force ou à la menace crédible de son emploi étant alors utilisé afin d'en assurer le respect. La légitimité de la majorité réside dans le fait qu'elle est ce qui façonne la volonté générale, et la volonté générale a toujours raison. Par conséquent, lorsque l'opinion d'un individu exprimée par son vote est contraire à celle de la majorité, cela reflète simplement qu'il avait tort. Certes, Rousseau souligne que la volonté de la majorité peut ne pas coïncider avec la volonté générale, ce qui n'arrive qu'en l'absence de liberté de faire quelque chose que l'on ne veut pas. La volonté générale, d'ailleurs, n'est rien d'autre que la volonté constante de tous les membres de la communauté politique.

*A suivre dans le libertaire de Juin*

# Le centenaire de la grève des sardinières à Douarnenez

Suite du Libertaire d'Avril 2025

« Le Flanchec, notre roi ». Le Flanchec est très flatté. Voilà qui diffère bien des propos tenus dans L'Anarchie du 14 Avril 1910 où un certain Daniel écrivait : « Et continuons tous à critiquer ceux qui agissent avec illogisme, pour les amener à mieux se pénétrer de l'idée anarchiste et à être capables de se conduire par eux-mêmes au lieu d'être de doux agneaux hypnotisés par un homme. »

A chaud, Monatte réagit dans la Révolution prolétarienne de Janvier 1925 à l'emploi du terme « fasciste » employé abusivement selon lui par les communistes et les anarchistes après la tentative d'assassinat de Le Flanchec. Par ailleurs les propos anarchistes tenus contre le fascisme ont une résonnance particulière en 2024 avec la montée de l'extrême-droite en France et dans bon nombre de pays européens.

## Douarnenez après Bizerte

Le 11 novembre dernier, le sang ouvrier coulait à Bizerte. Il a coulé à nouveau, à Douarnenez, le 1er janvier.

A Bizerte, c'était le directeur de la Sûreté de Tunis qui ordonnait le feu. Ce directeur de la Sûreté, du nom de Campana, n'est pas encore, qu'on sache, en prison. Il n'a pas même été cassé de ses fonctions.

A Douarnenez, le sang ouvrier a été versé par une équipe de briseurs de grève, embauché par le patronat de là-bas. Le hasard seul a fait qu'il n'y ait pas eu de morts à déplorer. On a parlé beaucoup, à ce sujet, d'attentat fasciste, de premier crime fasciste. A tort à mon sens, car c'est en défigurer le caractère véritable.

L'officine qui a fourni les seize assassins de Douarnenez est une vieille connaissance pour quiconque a vécu le mouvement syndical d'avant-guerre. Cette caverne et d'autres du même genre ont lâché leurs bandits contre les militants du Bâtiment de Seine et de Seine-et-Oise,

depuis une dizaine d'années. Il n'était guère de grève importante, en province comme à Paris, où ils ne cherchaient à exercer leur industrie de provocateurs et de briseurs de grève.

En 1907, la C. G. T. a publié un petit volume : Le Clergé, les Royalistes et les Jaunes, qui mérite d'être lu aujourd'hui. L'auteur, Jean Gauthier, y raconte l'embauchage de provocateurs et de briseurs de grève, en 1905, par le patronat de Longwy. Il était bien placé pour raconter leurs exploits, puisqu'il avait été le chef de cette triste bande et qu'il mangeait le morceau.
Les militants de Roubaix se souviennent encore du scandale que provoqua la découverte de la sourde et terrible besogne que firent, vers 1902-1903, pour le compte de Motte et des autres grands patrons, le Père Du Bail et un journaliste véreux, Edmond de la Chapelle.
On peut remonter plus haut et l'on trouve Biétry, dont les bourgeois de Brest, peu dégoûtés, firent un député. Les ouvriers du Doubs n'ont pas oublié leur mouvement vendu aux Japy par cet individu.

Plus loin, on rencontre Lanoir, mouchard de toutes les polices, que les Compagnies de Chemins de fer employèrent longtemps à talonner Guérard, le Guérard d'avant la grève de 1898.
Les assassins de Douarnenez continuent cette tradition; ils ne sont pas les premiers de la lignée à manier le revolver. Il semble bien pourtant qu'ils y vont avec plus d'assurance et un moindre souci de la vie humaine. Il y a quelques mois déjà, ils tiraient le revolver à MontIhéry, contre des militants des terrassiers.
Cette fois, à Douarnenez, il a failli y avoir des morts.
C'est là un phénomène qu'il faut rattacher non au fascisme, mais à autre chose. L'industrie des briseurs de grève s'américanise, elle aussi. Ce n'est pas d'hier qu'aux Etats-Unis, les « Pinkertons », sorte de police au service du patronat, attaquent les militants et même les assemblées de grévistes les armes à la main.

Les mœurs des briseurs de grève américains ont franchi l'Atlantique. Voilà ce qui caractérise les incidents du Nouvel An sanglant.
Le mouvement syndical n'y fera pas face en se trompant sur la nature de l'adversaire.
Les briseurs de grève sont autre chose que le fascisme; celui-ci pourra les utiliser quand il sera là, puisqu'ils sont à qui les paie, mais ils n'ont pas eu besoin du fascisme pour opérer depuis une trentaine d'années déjà.

L'intérêt du procès des assassins de Douarnenez consistera, précisément, à mettre en lumière le rôle immonde des Poublan et des Raynier, et celui des patrons qui leur avait versé une première somme de 12.000 francs pour commettre leur crime.

P. MONATTE.

On pourrait ajouter la période du pistolérisme (de l'espagnol pistolero, tireur), qui était un phénomène typique des années 1919 à 1923 en Espagne et particulièrement important en Catalogne.

Le terme se référait à l'utilisation par le patronat d'hommes de main pour exécuter des syndicalistes ouvriers : « liquider les meneurs et terroriser les militants ». Les militants anarchistes de la CNT étaient particulièrement visés.

Pour compléter ces textes, il convient de donner quelques précisions.

Penn Sardin (tête de sardine) ; les femmes du port de Douarnenez portent une coiffe qui leur donnera le surnom de Penn Sardin.
Pemp real a vo : cinq réaux, ce sera. C'est la revendication des sardinières.
Le real, monnaie espagnole qui a longtemps servie dans les échanges commerciaux à Douarnenez, équivaut à 5 sous. En exigeant « Pemp real », les sardinières demandent 1 Fr.25, soit 25 sous.

La grève qui commence le 21 novembre et sera générale le 25 novembre 1924 va durer un peu plus de six semaines. A noter que personne ne demande l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, ce n'est pas dans l'air du temps, même chez les militants.

C'est une grève économique et non politique, même si des politiciens du P.C. veulent et vont récupérer le mouvement à des fins électorales.

A l'issue de la grève, les sardinières obtiennent 1Fr de l'heure au lieu des 0,Fr 80 payés auparavant, des majorations et le droit syndical… Les cinq réaux demandés ne sont pas obtenus mais l'augmentation de salaire est significative ainsi que les autres avantages annexes.

## Chanson anarchiste

Certains resteront complètement anonymes, comme ce chant anarchiste créé peut être collectivement pendant les grèves de Mégissiers en 1910 dans la région de Carmaux, puis repris par les sardinières en lutte à Douarnenez en 1924.

Chanson des Penn Sardin

Chaque matin, au lever de l'aurore,
Voyez passer ces pauvres ouvriers,
La face blême et fatigués encore,
Où s'en vont-ils ? Se rendre aux ateliers,
Petits et grands les garçons et les filles,
Malgré le vent, la neige et le grand froid,
Jusqu'aux vieillards et les mères de famille,
Pour le travail ils ont quitté leur toit

Saluez riches heureux, ces pauvres en haillons,
Saluez se sont eux qui gagnent vos millions.

Ces ouvriers en quittant leur demeure
Sont-ils certains de revenir le soir ?
Car il n'est pas de jour ni même d'heure
Que l'on en voit victime du devoir,
Car le travail est un champ de bataille
Où l'ouvrier est toujours le vaincu
S'il est blessé qu'importe qu'il s'en aille,
A l'hôpital puisqu'il n'a pas d'écu.

Saluez riches heureux, ces pauvres en haillons,
Saluez se sont eux qui gagnent vos millions.

Combien voit-on d'ouvriers, d'ouvrières
Blessés soudain par un terrible engin,
Que reste-t-il pour eux, c'est la misère,
En récompense d'aller tendre la main,
Et sans pitié, l'on repousse ces braves
Après avoir rempli les coffres d'or,
Les travailleurs ne sont que des esclaves
Sous les courroux des maîtres du trésor.

Saluez riches heureux, ces pauvres en haillons,
Saluez se sont eux qui gagnent vos millions.

Que lui faut-il à l'ouvrier qui travaille,
Etre payé le prix de sa sueur,
Vivre un peu mieux que couché sur la paille,
Un bon repos après son dur labeur
Avoir du pain au repas sur la table,
Pouvoir donner ce qu'il faut aux enfants,
Pour son repos, un peu de confort
Afin qu'il puisse travailler plus longtemps

Saluez riches heureux, ces pauvres en haillons,
Saluez ce sont eux qui gagnent vos millions.

Saluez riches heureux, ces pauvres en haillons, Saluez, ce sont eux qui gagnent vos millions. Ces ouvriers en quittant leur demeure, sont-ils certains de ne pas avoir d'accident du travail à l'usine? Et les ouvriers veulent pouvoir donner « ce qu'il faut aux enfants »...C'est une chanson « réaliste » facile à mémoriser, qui touche aux réalités quotidiennes des travailleurs et travailleuses mais qui parfois entraîne le licenciement de celles qui la chantent. Les sardinières se reconnaissent dans ce chant, véritable hymne de luttes de classes.

### Dénonciation de la mainmise du Parti communiste sur la grève

En bons pédagogues, Monatte et Allot tirent a posteriori les enseignements de cette grève de 46 jours et dénoncent au passage la subordination de la CGTU au Parti communiste. C'est vrai que la Charte d'Amiens est mise à mal par les pratiques partidaires du PC.

## LES ENSEIGNEMENTS D'UNE GRÈVE

Après la grève de Douarnenez

Une grande grève comme celle de Douarnenez est riche d'enseignements. Mais ils sont enfouis ; il faut les dégager, sous peine d'en perdre le bénéfice.
Allot ajoute aujourd'hui quelques pages à sa remarquable monographie ; il examine deux ou trois points, les plus importants il est vrai.

L'un, qui a trait à la stratégie des grèves de sardinières, l'autre à la méthode de conduire les grèves. Ce dernier provoquera sans doute des discussions ; on a dit dans certains milieux que la grève de Douarnenez inaugurait une nouvelle méthode quant à la manière de conduire les grèves. S'il y a eu effectivement à Douarnenez l'emploi d'une méthode nouvelle appelée à avoir d'autres applications, il est indispensable de se demander en quoi elle consiste et quels sont ses avantages ou ses désavantages.

Je voudrais en outre signaler plusieurs autres enseignements de la grève de Douarnenez qu'Allot n'aborde pas.

La grève de Douarnenez a attiré l'attention sur le fait que de nombreuses catégories d'ouvrières et d'ouvriers touchaient des salaires extrêmement bas, de véritables salaires de misère, entraînant une sous-alimentation certaine et un véritable esclavage moral. Godonnèche a eu raison d'écrire, le mois dernier, que le mot d'ordre des vingt francs par jour était sorti de la grève de Douarnenez. Il est donc nécessaire de rechercher, de recenser par tout le pays les corporations qui subissent des salaires de misère, si l'on ne veut pas que le mot d'ordre confédéral reste vain.

Dans ses premières remarques, Allot examine deux questions distinctes : 1° le choix du meilleur moment pour une grève de la conserve ; 2° la nécessité d'étendre l'action à toutes les usines des patrons comme Amieux, Saupiquet, Béziers, ayant 16, 10, 11 usines dans différents Ports de l'Atlantique.

Il est clair que si une seule de ces usines se trouve en grève et que les autres continuent le travail, la résistance de ces patrons sera facile.
D'où le besoin de travailler à organiser les ouvrières de la conserve sur toute la côte de l'Atlantique. La Fédération de l'Alimentation l'a compris ; elle vient à cet effet de faire une tournée de propagande : prochainement un congrès de toute l'industrie côtière de la conserve doit se tenir à Douarnenez.
La solidarité des divers centres sardiniers n'est pas seule à poursuivre. Le ministre de l'Intérieur, lors de l'interpellation du 15 janvier, a déclaré fièrement que les usiniers de Douarnenez avaient pu, dans le cours du mois de dé-

cembre, camionner à la gare 255 tonnes de conserves. La résistance du patronat aurait, sans nul doute, été affaiblie s'il n'avait pu, au cours de la grève, disposer de ses stocks et les expédier à sa clientèle. Empêcher l'expédition de ces 255 tonnes de conserves aurait été un facteur de succès pour les grévistes. Mais comment l'empêcher ? Il y avait deux moyens : soit par la grève des camionneurs ou l'arrêt du camionnage dans Douarnenez, mais, en ce dernier cas, le gouvernement radical-socialiste de M. Chautemps n'aurait pas manqué de mettre la troupe à la disposition des patrons pour assurer la liberté du commerce, d'où conflit violent, dans les rues de Douarnenez, entre les grévistes et les forces de police et de troupe ; soit enfin par la solidarité des cheminots, refusant d'assurer l'expédition de ces centaines de tonnes de conserves. La solidarité ouvrière serait ainsi venue utilement au secours des grévistes.

La solidarité financière seule s'est exercée.
C'est bien, ce n'est pas assez. Une solidarité plus complète doit être envisagée à l'avenir.
Cette solidarité financière a été exercée par la classe ouvrière, par d'autres milieux encore, puisque le Quotidien a ouvert une souscription.

Le gouvernement lui-même a accordé des secours aux familles des grévistes. Le gouvernement l'a fait en même temps qu'il révoquait Le Flanchec de ses fonctions de maire et qu'il assurait aux patrons la liberté d'expédition de leurs stocks, simplement pour se donner un masque d'ami des ouvriers. Ce qui n'est pas compréhensible, c'est que ce soit Cachin, député communiste, qui ait contribué à accrocher ce masque au visage du gouvernement en lui rappelant les promesses de secours aux grévistes qu'il avait faites. Pour des communistes, la solidarité aux grévistes, c'était à la classe ouvrière seule de l'assurer.

Il faut que la notion de lutte de classe soit singulièrement obscurcie pour qu'on ne l'ait pas compris.

Obscurcie au point de ne plus rien démêler, la confusion commise à propos de l'agression sanglante des briseurs de grève le prouve mieux encore. On a voulu voir là un attentat fasciste.
Comme si les patrons avaient attendu le fascisme pour soudoyer des briseurs de grève et pour armer des assassins de militants ouvriers. Clavel et Orlianges ont vu du fascisme à Bizerte dans les fusillades de policiers et de soldats.

« C'est grotesque », a dit un camarade tunisien.
Ce n'est pas moins grotesque d'en voir à Douarnenez dans l'embauchage par Béziers des bandits de la rue Bonaparte.

Si c'est un attentat fasciste qui s'est produit le 1er'janvier à Douarnenez, je ne comprends pas que Henriet n'ait pas été mis en accusation par le parti communiste pour avoir détourné la colère des grévistes. Depuis des mois on nous raconte qu'au premier attentat fasciste caractérisé une riposte décisive se produira : pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule ; et quand 1 attentat se produit, quand toute une population est prête à exercer sa vengeance, on l'en détourne.

A la place d'Henriet, j'aurais probablement fait ce qu'il a fait. Mais parce que je ne vois pas dans l'opération de la bande à Raynier un attentat fasciste, mais un crime de briseurs de grève payés par les patrons, comme cela s'est produit dans maintes grèves.

C'est d'ailleurs cette explication enfantine qui a empêché de mener contre les coupables et les responsables la campagne et la lutte qu'il fallait. On a voulu exploiter contre Millerand l'attentat de Douarnenez ; mais on a ainsi couvert involontairement et stupidement les patrons de Douarnenez et leur chef, Béziers.

C'est ce qui a permis au gouvernement et à ses juges de jouer le vilain jeu qui a abouti à la mise en liberté du chef de bande Raynier.

Pour terminer, je veux dire quelques mots à propos de la deuxième série de remarques d'Allot, celles qui ont trait à l'attitude prise par les communistes dans la grève.

L'été dernier, rencontrant Allot et quelques camarades bretons, je lui posai cette première question : « Toi qui connais bien le mouvement de Douarnenez, explique-moi donc comment il se fait qu'il y ait une municipalité communiste mais pas de syndicats. » Et Allot m'expliqua ce phénomène évidemment curieux. Il montra l'esprit révolté, le tempérament bouillant qui caractérisent depuis longtemps Douarnenez ; il rappela les luttes violentes du passé. « Douarnenez a toujours été le centre rouge de la côte. » Un tempérament révolutionnaire, mais pas d'esprit d'organisation. Des manifestations soudaines, mais pas de travail méthodique et tenace. Le marin, souvent en mer, aurait besoin d'administrateurs sédentaires sérieux ; il ne les trouve pas ou ne les garde pas. Il se contente de la forme la plus paresseuse et la plus vaine de l'esprit révolutionnaire.

Quand la grève éclata, il y avait donc une municipalité communiste, mais pas de syndicats.
Que la mairie ait été le foyer de la lutte, c'était donc à peu près fatal.
S'il y avait eu des syndicats, c'est eux évidemment qui auraient constitué ce foyer.

Le parti communiste commettrait la plus grave des fautes s'il ne comprenait pas que son rôle consiste à aider la classe ouvrière à prendre conscience d'elle-même à se forger ses institutions propres et non pas à la tenir en

tutelle et à la mener comme un enfant qui ne saura jamais marcher tout seul. Eriger en système la méthode de Douarnenez ne peut sourire qu'à ceux qui n'ont aucune confiance dans la classe ouvrière. Un tel système aboutirait forcément aux pires mécomptes, aux défaites les plus certaines, car la lutte contre le patronat exige une classe ouvrière expérimentée et aguerrie.

P. M.

## Remarques finales

L'historique de la grève des sardinières paru dans le numéro de janvier de la Révolution prolétarienne ne serait pas complet si nous n'apportions aujourd'hui, dans l'intérêt même du Syndicalisme, quelques remarques sur la stratégie des grèves de sardinières dans les ports de pêche et quelques précisions en particulier sur l'attitude du Parti communiste. Nous le ferons aussi objectivement que possible et ne citerons que des faits, que des paroles rigoureusement exactes.

Le meilleur moment pour une grève.

En novembre dernier, pas d'organisations syndicales chez les travailleurs de la conserve, d'où mouvement spontané de révolte contre les salaires de famine. Les sardinières, les manœuvres d'usine, sans préparation, sans se demander si le moment était bien choisi pour une grève et surtout pour une grève de longue durée, sortent brusquement de l'usine.

La grève s'est terminée par un succès ; malgré cela nous devons en tirer une leçon pour l'avenir.
Si dans les usines métallurgiques (boîtes vides) et la biscuiterie, le travail ne manque pas en novembre-décembre, il n'en est pas de même, bien souvent, dans les usines de conserves.
Là c'est la période de chômage ou de demi-travail.
Pendant l'hiver, pas de pêche en dehors du sprat, qui ne donne pas toujours, et les patrons diminuent le nombre d'heures de travail des manœuvres. Dans certaines usines, même, on en renvoie ou on en occupe à divers travaux afin de les avoir sous la main au moment de la pêche.

Et alors, on comprend que les usiniers aient pu tenir, sans trop de gêne, parce que ceux qui ont plusieurs usines ont travaillé dans les autres ports le peu de poisson qu'il y a à cette époque de l'année et surtout parce que, pour beaucoup d'entre eux, l'année de travail était à peu près terminée.

Dans l'avenir, « ne plus faire grève, dit Henriet, en période de chômage ».
Il semble que le meilleur moment pour réclamer une augmentation de salaires dans les usines de la côte bretonne, avec chances de grève courte et de succès, après un travail de préparation fait dans les ports où les patrons ont des usines, soit juin ou août.

Juin, de préférence peut-être. A cette époque les usines travaillent le petit pois, qui fermente vite et qui doit être mis en boîte dans le plus bref délai possible. La saison des petits pois est très courte : trois semaines, un mois au maximum. Il faut donc, devant une menace de conflit, que l'usinier cède tout de suite, s'il veut satisfaire les commandes déjà passées ou avoir des stocks pour profiter des cours avantageux. Une grève de longue durée comme la dernière le gênerait alors considérablement et le mettrait même dans l'impossibilité totale de travailler si les usines de la région cessaient le travail en même temps ou si les ouvrières des autres localités refusaient de travailler dans les firmes touchées par le conflit. (Ce sera là le gros travail des organisations syndicales centrales : U. D. et U. R.) On dira : toutes les usines ne travaillent pas le pois. D'accord ; mais comme ce sont le plus souvent les grosses maisons qui en font, en cas de succès ouvrier, les autres patrons seraient dans l'obligation d'accepter le contrat signé et de donner le même salaire à leur personnel, car la main-d'œuvre féminine fait toujours défaut en période de bonne pêche.

Il est un autre fait important. Faisant grève en juin, les ouvrières d'usine risquent moins d'entrer en conflit avec les marins pêcheurs, la pêche de sardine de rogue et de thon n'étant souvent pas commencée.

Août, période de pleine pêche, est également favorable. Mais pour réussir il est nécessaire, avant de déclencher un mouvement, de s'assurer, au moins en partie, de la solidarité effective des ouvrières des autres ports et des marins qui peuvent très bien quitter le port en grève et aller vendre leur poisson ailleurs.

Les salaires de 1 franc et 1 fr. 50 de l'heure étant insuffisants pour « permettre aux ouvriers d'avoir un niveau de vie normal », si l'on veut sans trop de difficultés arracher une augmentation au patronat de la conserve, il est indispensable de créer un syndicat de sardinières et de manœuvres dans chaque port important et un lien intersyndical afin d'assurer l'unité du mouvement.

## Action du parti communiste.

La grève de Douarnenez ne ressemble pas tout à fait à celles qui ont eu lieu dans notre pays ces dernières années. A Douarnenez fait tout à fait nouveau, je crois, on a vu le parti communiste se mêler intimement à la grève.

Un délégué, le député Henriet, a été envoyé dès le début
Dans ce conflit, les organisations syndicales et la C. G. T. U. ont paru bien effacées et ont fait bien piètre figure. On

eût dit vraiment que la C. G. T. U. manquait d'hommes pour diriger le mouvement et engager les grévistes à la lutte jusqu'à la victoire. On eût dit qu'elle voulait donner raison à ceux qui prétendent que le parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'état-major qui doit diriger, que le mouvement syndical n'est pas capable de trouver en lui-même les énergies suffisantes et qu'il a besoin d'être « fécondé ». Si l'Union régionale, la Fédération de l'Alimentation et le Bureau confédéral, qui dirigeaient la grève, avaient été de simples filiales du P. C., ils n'auraient pas agi autrement. Voyons les faits.

Au Comité de grève, les délégués du P. C. ne figurent pas parmi les camarades dont les noms ont été donnés, mais on trouve un camarade non gréviste, conseiller municipal communiste.

Début de décembre, le trésorier provisoire de la Caisse de grève est le maire communiste.

Dès le commencement de la grève, Henriet, député de Paris, prend la parole dans les réunions, et parle, dit-il, au nom du parti communiste qui l'a envoyé. Qu'était-il venu faire à Douarnenez ? Le parti jugeait-il donc que les délégués de la C. G. T. U. n'étaient pas à la hauteur puisqu'il y envoie un de ses députés ?
Puis, ce fut Daniel Renoult, rédacteur à l'Humanité. Lui aussi (au nom de quelle organisation syndicale ?) intervient dans les réunions de grève. On sortit également le jeune Charré, des Jeunesses Communistes, qui se servit de la grève pour mettre définitivement sur pied une Jeunesse Communiste à Douarnenez. L'appel en faveur de cette organisation politique était fait dans les réunions.

C'est surtout dans les réunions du soir que les délégués syndicaux : Tillon (U. R.), Simonin (Alimentation), Bonnieux et L. Colliard (C. G. T. U.), je ne parle pas de Boville et de Racamond, qui ne firent à Douarnenez que de courtes apparitions, - semblaient être relégués au second plan. Ces camarades parlaient les premiers, et grévistes et auditeurs s'en allaient toujours après les exposés des délégués du parti communiste, Renoult, Henriet et Le Flanchec, qui ne manquaient aucune occasion de mettre en vedette l'action menée et les efforts faits par leur parti et son journal L'Humaniié. Pendant toute la grève, syndicats et parti communiste n'ont fait qu'un. On ne sépara même pas l'action électorale de la grève.

Des preuves ?
Le 5 décembre : Le Flanchec est suspendu.
Toute la réunion roule sur ce thème : « Vous réélirez votre maire suspendu », et l'on ajoute : « Ah ! Si les femmes votaient, elles voteraient toutes pour Le Flanchec. »

Le 14 décembre : départ de la délégation ouvrière pour Paris. Réunion dans la cour de la gare. D. Renoult, en engageant les grévistes à attendre sans défaillance le retour des délégués, leur dit : « Vous avez deux victoires à remporter, l'une sur le patronat, l'autre le 28 en élisant la liste communiste. »

Le 26 décembre : Certains orateurs s'excusent de faire de la politique. On dit aux grévistes : « Vous enverrez à la mairie la liste communiste en entier. Il faut que vous ayez, dimanche, une municipalité communiste homogène. Vous ferez tous votre devoir ce jour-là. » Le Flanchec annonce l'arrivée de Cachin, invite les grévistes à aller le chercher à la gare et le présente comme « le symbole de l'idéal révolutionnaire ».

Ce soir-là, Le Flanchec, sentant peut-être que la place de Henriet, député, de Renoult, journaliste, des délégués du parti communiste, n'était pas à la tête du mouvement gréviste et essayant de donner le change, reprocha aux députés des autres partis de n'être pas venus à la tribune. (On se demande vraiment ce qu'ils auraient fait là.)

Le 27 décembre : Réunion électorale annoncée la veille à la réunion de grève. C'est Henriet qui ouvre le feu. « Vous nous avez appelés ici, dit-il, et vous nous avez confié la défense de vos intérêts.» Renoult le suit et déclare : « Nous ne pouvons pas dissocier la grève des élections », et enfin Cachin, ceci est le bouquet, apporte aux grévistes le salut cordial et fraternel du parti communiste (c'est son droit) et de la C. G. T. U. (à quel titre ?).

Le 6 janvier : Fin de la grève. Simonin, L. Colliard et Boville tirent les conclusions du mouvement et disent le gros travail qui reste à faire. Ils parlent en syndicalistes. Mais, après eux, Henriet, Renoult, Faure-Bracq, Garchery, s'appuyant sur la grève, ne font qu'un long appel pour le parti communiste et L'Humanité.

On se serait cru, à la fin, à une réunion de propagande du parti.
Tous ces faits, ces citations ne demandent pas de longs commentaires. Ils sont suffisants et montrent nettement la liaison du parti communiste et de la C. G. T. U., ou mieux la subordination du mouvement syndical, que les syndicalistes ont tant de raisons de dénoncer.

E. ALLOT. (Révolution Prolétarienne d'Avril 1925)

## L'épuration des libertaires par les communistes

En 1922, Pierre Gouzien, anarcho-syndicaliste, fut secrétaire de la Bourse du travail de Brest et collabora au journal Le Syndicaliste du Finistère. Mais le tout jeune Parti communiste va essayer de truster tous les postes de pouvoir au sein des syndicats quitte à excommunier les militants les plus aguerris.
« Charles Tillon bientôt promu délégué régional et permanent syndical CGTU anime désormais les conflits sociaux dans toute la région, notamment à Douarnenez à la

fin de 1924. Les communistes dirigent une CGTU épurée de ses libertaires mais qui a perdu environ un tiers de ses adhérents.

Les noyaux militants anarchistes n'en poursuivent pas moins leur existence, à Brest et en Basse-Loire. À Brest, un groupe anarchiste d'une dizaine de personnes animé par René Lochu s'est formé en 1925 où il diffuse le journal Le Libertaire. Il s'appuie sur des syndicalistes qui ont eu des responsabilités à la CGTU : René Martin à l'UD, Jean Tréguer secrétaire du syndicat des dockers ou Jean Le Gall, secrétaire de la Bourse du travail qui s'investissent désormais dans des syndicats autonomes. En 1923, l'arsenal constituait leur bastion. De juin 1927 à juin 1934, ce noyau anarchiste publie à Brest un mensuel « de Libre-Pensée, d'action sociale, et de combat contre le militarisme et la guerre », Le Flambeau qui aurait été tiré à 3 500 exemplaires et diffusé à 400 abonnés. En 1927, un meeting de Sébastien Faure déplace un millier de personnes »

## Parcours militants

Il est intéressant de se pencher sur le parcours du Maire Daniel Le Flanchec qui était anarchiste individualiste avant 1914 avant de rejoindre le Parti communiste après-guerre puis de se rapprocher de Doriot aux alentours de 1937. Il faut indiquer aussi que la Bourse du Travail de Brest a été tenue jusqu'à la Première Guerre mondiale par les libertaires et que ces derniers auront une influence significative jusqu'en 1940…ce qui marque les pratiques syndicales et de lutte dans la région. Brest-Douarnenez, ce n'est pas si loin. Peut-être que la chanson qui est devenue lors de la grève « la chanson des sardinières » vient des compagnons anarchistes de Brest ou tout simplement de Le Flanchec, ancien anarchiste devenu communiste. Le Flanchec n'est donc pas à notre sens anarchiste et communiste comme il est indiqué sur le parcours du centenaire de la grève des sardinières à Douarnenez aujourd'hui, mais plutôt anarchiste puis communiste.

Le Flanchec orateur charismatique

Avec le recul du temps, il est nécessaire de faire la part des choses. Certes Le Flanchec est un renégat aux yeux des anarchistes. Personnage controversé lors de la grève des sardinières de 1924 notamment au niveau du culte de la personnalité que lui vouaient de nombreuses grévistes, il faut cependant reconnaître à l'individu un certain charisme et un don d'orateur pour intervenir en public. D'autre part, c'est quelqu'un de terrain qui n'hésite pas à donner de sa personne, toutes choses égales par ailleurs. Le Flanchec était hâbleur, populiste, fantasque, cabotin… mais dévoué à la cause des sardinières et il n'a pas hésité à mettre des locaux communaux au service des grévistes. Il a mouillé la chemise comme on dirait de nos jours.

Le Parti communiste exclut tous ceux et celles qui remettent en cause la politique du parti même si ce dernier prend des virages à 90°.

Emmanuel Allot est exclu du PC fin 1924.

Arthur Henriet, ancien anarchiste ardennais, fut un des signataires, en octobre 1925, de la lettre au comité exécutif de l'Internationale communiste, dite Lettre des 250, qui critiquait les méthodes et les décisions de la direction du Parti communiste français (voir Loriot). Cette prise de position contribua à sa mise à l'écart des instances dirigeantes.1

Jean-Marie Cueff en 1924 est proche d'Henri Julie, de tendance anarcho-syndicaliste, chez les inscrits maritimes.

Lucie Colliard est exclue du PC en 1928 ;

Marie Orlianges quitte le PC en 1929 ;

Charles Tillon est exclu du PCF en 1970 ;

Le Flanchec

La direction de la SFIC se méfie de sa personnalité mais le présente tout de même aux élections législatives de 1928 et aux élections municipales de 1929 qu'il remporte à nouveau. Il échoue à devenir sénateur lors des élections de 1930. Son exclusion est demandée par les échelons locaux du parti en septembre 1930 mais la direction nationale la refuse.

Réélu maire en 1937, il quitte le parti communiste la même année et se rapproche de Jacques Doriot. Il est révoqué par l'occupant allemand en septembre 1940.

Il est déporté en janvier 1944 à la suite d'une dénonciation pour propagande communiste par sa compagne. Il meurt à Buchenwald en mars 1944

## Conclusion

### *Une Belle Grève de Femmes*

Elles furent plus de deux mille à Douarnenez à travailler les produits de la pêche de 3 à 4 000 marins. Tous et toutes n'habitaient pas cette cité industrieuse et populaire car la moitié au moins venait des bourgs voisins : Ploaré, Tréboul, Pouldavid.

Ce qui intrigue Pierre Monatte et bien d'autres observateurs, c'est que Douarnenez devient, en 1921, avec l'élection de Sébastien Velly, une des premières municipalités communistes de France et au moment du commencement de la grève de 1924, il n'y a pas de syndicat.

Lors de cette grève, la solidarité a énormément compté. Des cantines sont installées. Plus de mille repas y sont servis tant à midi que le soir. Ces cantines étaient appelées avant-guerre « les soupes communistes », le terme communiste n'ayant pas la même signification qu'en 1924. Les sardinières s'aperçoivent que finalement en temps de grève, elles mangent mieux qu'en temps de dur labeur quotidien. Dans la brochure de Lucie Colliard, une gréviste témoigne et répond à la question posée : « Vous êtes contentes? Les rations sont suffisantes ? La nourriture est bonne?

-Ah! Je crois bien ! Regardez cette bonne assiette de haricots, et j'aurai encore de la confiture. Demain, ce sera de la viande et des pommes de terre. Croyez-vous qu'on

pouvait se payer de la viande tous les deux jours, avant ? On mangeait un peu de poisson et des pommes de terre. Et, le soir un peu de café avec un morceau de pain; tandis que maintenant on a une bonne grosse assiette de soupe bien épaisse et une grande tartine de confiture. »

Et les grévistes discutent dur entre elles. Mais en breton, toujours en breton : « Pem rel avo ». Mais faire dire à une sardinière ayant vécu la grève de 1905, qu'à l'époque personne ne les a aidées, c'est faux, nous l'avons vu précédemment. Pour les besoins de la nouvelle cause du Parti, les communistes ne sont pas à un mensonge près. La situation économique et politique diffère après la Première Guerre mondiale. D'une part les travailleurs notamment les paysans ont payé un lourd tribut à la guerre et les survivants se sentent légitimes à demander de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail au vu de leurs sacrifices quatre ans durant. D'autre part, la Révolution russe a donné au départ de gros espoirs à la classe laborieuse. Un élan est donné. Mais avant 1914, Jules Le Gall et bien d'autres sont venus aider les sardinières à s'organiser…

Certes lors de cette grève de 1924, il y eut une grande solidarité ouvrière et aussi des paysans mais ce qui a fait pencher la victoire en faveur des sardinières, c'est surtout l'erreur commise par certains usiniers de Douarnenez de faire appel à un commando de jaunes pour faire peur aux grévistes en utilisant des armes à feu. Lucie Colliard le dit implicitement: « Il fut vite établi que les patrons avaient trempé dans l'attentat. Affolés devant les responsabilités qu'ils encouraient, ils nous dépêchèrent un avocat de leurs amis pour nous proposer d'entrer en relation avec le Comité de grève. »

L'Etat est une institution qui prétend au monopole de l'usage « légitime » de la force. Ainsi faire charger les grévistes par l'armée, c'est dans ses attributions et habitudes, et seuls ses agents sont autorisés à tuer, passer à tabac les manifestants ou les emprisonner. Laisser des malfrats à la solde des usiniers tenter d'intimider ou assassiner les meneurs de la grève dont Le Flanchec, c'est concurrencer l'Etat sur son terrain, surtout quand on est pris la main dans le sac. Pas sûr non plus que le Cartel des gauches ait voulu cautionner de tels actes.
Il n'est pas évident, sans ce dérapage patronal, que les grévistes aient obtenu gain de cause. Certains retiendront cette hypothèse.
D'autres verront des femmes combattantes et admirables qui furent l'âme de ce beau mouvement gréviste même si les pêcheurs et les marins, en nombre, soutinrent de bout en bout la grève à leurs côtés. Nous retiendrons aussi un mouvement victorieux qui a dû impressionner tout le monde au-delà de Douarnenez. Il n'est qu'à imaginer 3 000 manifestant(e)s, au Rosmeur et en ville, sur une population de 12 500 habitants, défiler en chantant l'Internationale, la Carmagnole... Et toutes ces Douarnenistes claquant le sol avec leurs sabots. Et puis une longue grève, c'est aussi du temps pour discuter, s'exprimer, écouter d'autres sons de cloche. C'est du collectif où on mange ensemble, où on partage. C'est de la dignité retrouvée, le temps au moins du conflit. C'est une expérience engrangée pour le futur. C'est au final un rêve d'autre chose, une parenthèse dans la misère. C'est quelque chose qui fait du bien, surtout quand la grève est victorieuse. Grève et rêve vont si bien ensemble.

Patoche (GLJD)

Annexe 1
Émile Masson (1869-1923)
Né à Brest le 28 juillet 1869, Émile Masson devient bachelier ès-lettres en 1895 puis obtient deux licences, l'une de philosophie, l'autre d'anglais. Répétiteur dans les lycées de Rennes, Nantes puis dans son lycée d'enfance à Brest, l'administration lui offre en mars 1900 un poste de professeur d'anglais à Loudun.
Émile Masson publie en 1905, sous le pseudonyme de Brenn, Yves Madec, professeur de collège. Avec le personnage d'Yves Madec, Masson se livre à une forme autobiographique et prend pour cadre la petite ville de Loudun. Il dénonce le système scolaire qui reproduit le système social. Il refuse toute atteinte au respect de l'individu. Son témoignage sur le collège est implacable, il y dénonce la standardisation de l'enseignement, la misère physique, morale et affective des collégiens : « Été comme hiver, pour le potache, dix heures de travail par jour, cinq heures d'études, cinq heures de classes. À l'âge des jeux, des rires, l'enfermement quotidien entre quatre murs avec vingt, trente, quarante autres potaches, tous à la même enseigne, forts, faibles, violents, doux, naïfs - toutes les catégories de caractères, de cœurs, de corps, d'instincts, d'âmes et de non-âmes ; tout cela dans le même tas, empilé dans les mêmes cours, les mêmes classes, les mêmes études, tout cela dans les mêmes murs. Tout cela levé aux mêmes heures, couché aux mêmes heures, lavé, nourri, lâché, coffré aux mêmes heures…Incolore. Tout cela condamne aux mêmes leçons, aux mêmes devoirs coulés dans le même moule, meurtri de la même férule, assourdi de la même voix, dressé au même son de cloche, aux mêmes fayots… ». Abreuvés de discours coupés de toute réalité, et des intérêts de leur âge. « Il faut donc procéder avec eux comme on procède avec les animaux qu'on engraisse : on les ligote, on les bâillonne, on les torture, pour faire pénétrer dans leur moelle la moelle des sciences qui doivent un jour vivifier leurs cerveaux. »
Tout comme Stephen Mac Say, Masson épingle ses collègues qui pour la plupart n'enseignent pas par vocation mais vivent l'enseignement comme un métier quelconque : « Ils étaient professeurs comme sont prêtres la plupart des prêtres, comme sont officiers la plupart des officiers. Ils croyaient naïvement, innocemment, avoir accompli leur devoir quand ils avaient préparé leurs différentes classes, débité leurs cours, interrogé leurs élèves,

distribué bonnes ou mauvaises notes… Ils ne s'avisaient pas qu'ils avaient à former des générations humaines, (…) éveiller du sommeil naturel une humanité libre. Ils se contentaient de fabriquer des clercs de notaires, des employés de banque, ou des savetiers qui leur ressemblassent… Ces éducateurs n'avaient aucun souci de leur éducation personnelle… Neuf sur dix des professeurs sont professeurs par hasard. Ils auraient aussi bien pu être n'importe quoi d'autre, et ils ont vécu parmi les idées comme ils auraient vécu parmi n'importe quoi d'autre. (…) À qui la faute ? Non pas toujours aux intéressés. Sauf exceptions, ils éduquent dans la mesure où ils ont été eux-mêmes éduqués : c'est-à-dire pas du tout. Car qui a éduqué ces éducateurs ? »

Masson remet en cause la hiérarchie et voit en ses pairs des personnes coupées de la réalité sociale. Le système éducatif est « un complexe instrument de domination » confié aux principaux et proviseurs qui ne sont que des officiers du Gouvernement : indifférence, suspicion, divisions mesquines - les collégiens grandissent dans cette ambiance asociale. Tous savent que leurs maîtres sont payés pour ce qu'ils font, pour venir tant d'heures par jour dans leurs classes et leurs études leur débiter toutes espèces de drogues dont ils se gardent d'user eux-mêmes contre les maux qui les affligent, et qu'ils ont hâte, autant qu'eux, que la cloche sonne et les délivre… Ils savent que tout se fait à coup de règlements, de circulaires, à coup de police, d'après un mécanisme une fois établi. Ils ne voient nulle part poindre le rôle de la spontanéité, de l'initiative, de la bonne volonté toute seule, de l'amour du devoir pour lui-même, de l'action pour elle-même. (…) Ainsi s'en désintéressent-ils peu à peu… Ainsi la vie recommence-t-elle perpétuellement, ou plutôt continue-t-elle d'une génération à l'autre, dans la même monotonie (…) quels que soient d'ailleurs les progrès de ce qu'on est convenu d'appeler la civilisation. »

En 1904, Masson obtient sa nomination au lycée de Pontivy comme professeur d'anglais. Il retrouve "sa Bretagne". Quelque temps après, Émile Masson, pour contrer l'influence cléricale où les curés disent la messe en breton afin d'être compris de la population paysanne, souhaite utiliser les mêmes armes que l'ennemi : la langue bretonne. Il propose à Jean Grave l'édition de brochures des grands auteurs libertaires en breton. Le texte d'Élisée Reclus, « À mon frère le paysan » est traduit en vannetais et en trégorois. Le public visé est explicitement rural. Internationaliste et libertaire, partisan de l'Espéranto, il n'en demeure pas moins un défenseur de l'identité bretonne. Pour Masson, le breton doit être utilisé comme outil de propagande révolutionnaire, ce qui permet de toucher les paysans, les hommes, mais cette propagande raterait son but si elle passait à côté des femmes et des enfants : « Une bonne propagande doit d'abord concerner la femme et l'enfant. »

Dans Les Temps Nouveaux du 6 décembre 1913, Masson défend la pluralité des langues :

« Nous obéissons au préjugé courant. Nous méprisons les parlers locaux : ils sont l'indice d'une mentalité inférieure ; ils devraient disparaître. Les camarades y travaillent. Travaillez, camarades ! Vous servez vos ennemis. Mais alors pourquoi, logiques comme eux, ne vous efforcez-vous pas d'anéantir aussi tout ce qui vous apparaît comme « mentalité inférieure » : non seulement la langue des rustres, mais les rustres eux-mêmes ?

Nous ne croyons guère aux "mentalités inférieures". Même de la boue, si on s'y prend comme il faut, quelque diamant peut naître. Les " rustres" sont des vaincus : leurs patois sont des langues vaincues… (…) Nous devrions les considérer comme notre meilleur appoint… :

1°Ils entretiennent des diversités dans la commune mentalité, et c'est un de nos rêves que diverses soient les mentalités.

2°Ils sont le fruit premier des mentalités spontanément écloses sur le terrain… »

Émile Masson (Brenn) ne croit absolument pas au rôle émancipateur de l'école primaire car pour lui, « l'école n'arrive toujours pas à extirper un patois séculaire » et qu'ensuite elle enracine des préjugés étatistes. En tout cas, si elle libère des paysans, elle ne le fait qu'à la marge au regard de la masse de ces derniers.

Masson se fait le défenseur des langues opprimées et de toutes les cultures humaines. Il promeut la liberté des individus et la liberté universelle.

Dans son livre Utopies des îles bienheureuses, Masson aborde un sujet qui lui est cher et ne l'a jamais quitté, celui des langues régionales. Citons un passage de cet ouvrage :

« Y a-t-il beaucoup de Français dans les Îles ?

LE PASSEUR

Un assez grand nombre. Très peu cependant parlent cette langue Française qui était réputée celle de ce grand peuple. Nos Français sont surtout Basques, Bretons et Provençaux qui parlent spécifiquement basque, breton et provençal. Il va sans dire que nous parlons tous aux Îles une même langue conventionnelle, l'ilien ou spérando, enseignée à tous nos enfants dès qu'ils commencent à être maîtres de leur langue maternelle. Après quoi ils ne cessent d'apprendre d'autres langues parlées par les autres peuples des Îles, où nous comptons maintenant plus de cent espèces diverses… Quelle babel, n'est-ce pas mon fils ? Vous ne sauriez croire combien facile et prompte est l'étude des langues pour les enfants ! »

Le 8 février 1923, Émile Masson meurt à Paris après une longue et cruelle maladie.

Fin

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com